

# RÉ- SOLUTIONS

POUR UN MONDE JUSTE  
ET FRATERNEL

SUPPLÉMENT AU JOURNAL MESSAGES N°742 NOVEMBRE 2019

COMPRENDRE

**INTÉGRATION:  
ET SI LA SOLUTION  
ÉTAIT L'ACCUEIL ?**

DÉBATTRE

**FAUT-IL ENCADRER  
LES LOYERS ?**

EXPLORER

**EN AMAZONIE,  
L'IDENTITÉ INDIGÈNE  
À L'ÉPREUVE  
DE LA MODERNITÉ**



**Secours  
Catholique**  
Caritas France



#### 04 RÉAGIR

Négociations climatiques : où en est-on avant la COP 25 ?

#### 06 INNOVER

Alimentation générale

#### 11 DÉBATTRE

Faut-il encadrer les loyers ?

#### 14 COMPRENDRE

14 **Enquête.** Intégration : et si la solution était l'accueil ?

21 Travailler pour exister

22 **L'entretien :** « Pendant des années, il n'y a plus eu de politiques d'intégration »

26 **Ici et là-bas.** Le Sénégal, entre accueil et indifférence

27 **Des outils pour comprendre**

#### 28 RENCONTRER

Joël Lebossé. Les mille vies d'un accordeur

#### 31 EXPLORER

En Amazonie, l'identité indigène à l'épreuve de la modernité

#### 38 LIBRE PAROLE

Dominique Ané. Où sont les autres ?

#### 39 LE REGARD DE BESSE ET ÉRIC LA BLANCHE

Fin du monde contre fin du mois

## RÉ- SOLUTIONS

Supplément au trimestriel *Messages du Secours Catholique-Caritas France* :  
106, rue du Bac – 75341 Paris Cedex 07  
Tél. : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50

**Présidente et directrice de la publication :**  
Véronique Fayet

**Directrice de la communication :**  
Agnès Dutour

**Rédacteurs en chef :**  
Emmanuel Maistre (7576)  
Clarisse Briot (7339)

**Rédacteur en chef adjoint :**  
Jacques Duffaut (7385)

**Rédacteurs :**  
Benjamin Sèze (5239)  
Cécile Leclerc-Laurent (7534)

**Rédacteur-graphiste :**  
Guillaume Seyral (7414)

**Rédactrices photo :**  
Elodie Perriot / Anaïs Pachabézian (7583)

**Imprimerie :** Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique – Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 67 879 exemplaires.

**Dépôt légal :** n° 102 972

**Numéro de commission paritaire :**  
1122 H 82430 / Édité par le Secours Catholique – Caritas France.

**Photo de couverture :**  
Sébastien Le Clezio / SCCF



Ce produit est imprimé par une usine certifiée ISO 14001 dans le respect des règles environnementales.

## ÉDITORIAL

# MIGRANTS : ET SI L'ON ARRÊTAIT D'AGITER LES PEURS ?

PAR **LAURENT GIOVANNONI**, RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT « ACCUEIL ET DROITS DES ÉTRANGERS » AU SECOURS CATHOLIQUE



ÉLODIE PERRIOT / SCSF

“

LE RESPECT DE LA DIGNITÉ ET DES DROITS FONDAMENTAUX DE CHACUN EST UNE EXIGENCE À CONSTRUIRE SANS CESSE.

”

Les débats sur les migrations ont repris de plus belle depuis cet été, avec de nombreuses déclarations de responsables politiques, le président de la République appelant à « *regarder les choses en face* ». Comme un refrain déjà entendu cent fois depuis trente ans, les thèmes du « *détournement du droit d'asile* », des « *abus* » constatés dans l'accès aux soins ou dans l'exercice du regroupement familial ont scandé les expressions des uns et des autres. Jusqu'à cette critique à demi-mot des « *humanistes* », « *ces bourgeois qui ne voient pas les difficultés subies par les classes populaires* ».

Tout cela est affligeant ! Une fois de plus, le sujet de l'accueil et des droits des personnes migrantes est jeté en pâture à l'opinion, instrumentalisé à des fins politiciennes.

Il est grand temps de dire « *halte au feu !* » et de réaffirmer fermement quelques réalités.

Redire tout d'abord que, si la question des politiques migratoires est effectivement un sujet complexe, les faits et les chiffres indiquent une grande stabilité. François Héran, professeur au Collège de France, l'analyse dans différentes études de façon incontestable : rien ne justifie les déclarations anxigènes des uns et des autres.

Affirmer ensuite que le « *vivre ensemble* » est non seulement possible, mais se vit au quotidien, dans les territoires, paisiblement. *Résolutions* s'en fait l'écho : les témoignages des acteurs de la société civile, associations, citoyens, groupes paroissiaux, montrent simplement que la rencontre avec un étranger est d'abord une rencontre avec une personne : un homme, une femme, avec une éducation, des projets, des espoirs, des qualités, des défauts, comme tout un chacun. Le Secours Catholique, par l'action de ses milliers de bénévoles, prouve que la fraternité n'est pas seulement une devise au fronton de nos mairies, mais c'est la vie, c'est le quotidien. Et c'est notre avenir.

Confirmer enfin que le respect de la dignité et des droits fondamentaux de chacun est une exigence à construire sans cesse. Qu'il s'agisse de l'interdiction de travailler, du maintien sans droit au séjour de dizaines de milliers de familles, ou de toutes celles exclues des dispositifs d'hébergement et privées de droits sociaux, il est manifeste que cet « *état d'infra-droit* » est un facteur majeur de développement de la pauvreté, et que cette mise au ban de tant de personnes est génératrice de méfiances et de divisions à venir.

La construction d'un monde plus juste se fera avec tous, sans stigmatisation d'aucune sorte. Une société ne peut être harmonieuse et fraternelle si le respect des droits et de la dignité de chaque personne ne devient pas réalité. ■

# NÉGOCIATIONS CLIMATIQUES : OÙ EN EST-ON AVANT LA COP 25 ?

Quarante ans après la première conférence sur le climat à Genève, où en est-on de la lutte contre les changements climatiques ? Alors que s'ouvre, du 2 au 13 décembre, la COP 25 à Santiago, au Chili, retour sur les avancées et les reculs des décisions prises mondialement sur la question climatique.

PAR CÉCILE LECLERC-LAURENT

**+** L'année 2019 a été marquée par une mobilisation sans précédents des citoyens et en particulier des jeunes. Des grèves et des manifestations pour le climat ont été organisées aux quatre coins de la planète. De nombreux citoyens ont compris l'urgence de la situation. Fin septembre, avant un sommet extraordinaire de l'ONU sur le climat – dont les conclusions politiques ont été extrêmement décevantes –, quatre millions de personnes sont sorties dans la rue pour crier leur colère.

**-** Un groupe de pays (Arabie saoudite, Qatar, États-Unis, etc.) s'oppose à la prise en compte politique des publications scientifiques. Cette remise en question de la science par le politique est très inquiétante, surtout après la publication des rapports alarmants du Giec\* qui

montrent que l'on va vers une catastrophe humanitaire si l'on ne baisse pas rapidement et drastiquement les émissions de gaz à effet de serre.

**+** L'adoption de l'Accord de Paris en 2015 a été un premier pas. Il s'agit en effet du premier traité environnemental qui intègre la dimension sociale de la lutte contre les changements climatiques avec la nécessaire attention aux droits humains, à la sécurité alimentaire, aux droits des peuples autochtones, etc.

**-** Mais, à l'heure de la mise en œuvre de cet Accord de Paris via l'adoption de politiques concrètes de transition climatique, les États oublient les droits humains et ne les intègrent pas dans les manuels d'application de l'Accord de Paris adoptés lors de la COP 24, l'an dernier à Katowice, en Pologne.

## REPÈRES

**120 millions de personnes supplémentaires** pourraient tomber sous le seuil de pauvreté, d'ici 2030.



Les États continuent de subventionner l'industrie fossile à hauteur de **5 200 milliards de dollars par an**.



Les températures records en France atteindront **50°C**, voire 55°C dans l'est du pays, dans la seconde partie du siècle, si rien n'est fait.

**Sources :** Philip Alston, rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits humains / Jea Jouzel, climatologue.

**-** Actuellement, les contributions de baisse des émissions de gaz à effet de serre déterminées par les États, nous mènent à un réchauffement de 3° ou 4° en 2100. Le Giec montre pourtant qu'il est crucial de rester sous le seuil de 1,5° pour éviter à des millions de personnes de tomber dans la pauvreté.

**-** Lors de l'Accord de Paris, les États s'étaient engagés à financer le Fonds vert pour le climat à hauteur de 100 milliards de dollars par an, et ce, pour permettre aux pays en voie de développement de s'adapter et d'atténuer les effets du changement climatique. Aujourd'hui, environ 20 milliards de dollars seulement sont versés chaque année. ■

\* Giec : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat



## NOTRE ALTERNATIVE

PAR **SARA LICKEL**, CHARGÉE DE PLAIDOYER « CLIMAT » À LA DIRECTION INTERNATIONALE DU SECOURS CATHOLIQUE

## « IL EST URGENT DE REHAUSSER LES AMBITIONS CLIMATIQUES DES ÉTATS »

Le Secours Catholique participe aux négociations de la COP 25 au Chili, comme à chaque COP, pour faire ses propositions de lutte contre les changements climatiques. Cette année, le mécanisme de marché sur les échanges des émissions de CO<sub>2</sub> devrait être adopté. Nous allons insister auprès des États pour qu'il y ait une seule comptabilisation – et non deux – de la baisse des émissions de CO<sub>2</sub> : en cas de vente de crédits carbone, seul l'État qui achète comptabilise une réduction de ses émissions. De même, nous voulons attirer l'attention sur le risque de violation des droits humains, par l'acaparement de terres, par exemple.

Il faut fixer des critères et créer un mécanisme de protection dont les victimes pourront se saisir.

“  
JUSTICE CLIMATIQUE  
DOIT RIMER  
AVEC JUSTICE  
SOCIALE.  
”

Par ailleurs, il est urgent de rehausser les ambitions climatiques des États. Il faut vite réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'Union européenne doit par exemple viser une baisse de 55 %, à l'horizon 2030. Cela passe

par une transition vers 100 % d'énergies renouvelables, par la rénovation des passoires thermiques, par un recours au circuit court agricole... De même, pour nous, ces politiques doivent être fondées sur les droits humains, c'est-à-dire prendre en compte la sécurité alimentaire, l'éradication de la pauvreté, le fait que la transition doit être juste et inclusive (elle va créer de nouveaux emplois, à condition d'accompagner les évolutions professionnelles) et le droit à la participation. La crise des « gilets jaunes » en France a montré qu'il faut tenir compte des plus précaires et que justice climatique doit rimer avec justice sociale. ■

## DROIT DE SUITE

### TITRES DE SÉJOUR : HARO SUR LES TAXES !

C'est une aberration que dénoncent les associations depuis longtemps : le montant exorbitant des taxes à régler par les étrangers pour se voir remettre leur titre de séjour, obtenu auprès de la préfecture. Variables en fonction des titres, elles peuvent atteindre jusqu'à 609 euros par adulte. « C'est un frein pour les personnes aux ressources limitées

*qui ne peuvent s'en acquitter : elles restent avec leurs papiers provisoires et sont ainsi maintenues dans la précarité* », pointe Franck Ozouf, chargé de projet « migration » au Secours Catholique. Paradoxe : ce sont les personnes aux situations et aux titres les plus précaires – de courte durée et à renouveler régulièrement – qui ont les taxes à payer les plus élevées. Le Secours Catholique

réclame donc leur diminution drastique. En juin, un signal positif a été obtenu : une mission parlementaire, conduite sous l'impulsion de la députée LREM Stella Dupont, préconise leur réduction significative. Il faut désormais que cette proposition soit reprise dans le projet de loi de finance en discussion jusqu'à la fin de l'année au Parlement. ■

**Clarisse Briot**



# ALIMENTATION GÉNÉRALE

PAR **JACQUES DUFFAUT** PHOTOS : **GAËL KERBAOL**

Sur de nombreux territoires à travers la France, émergent depuis quelques années des lieux conviviaux organisés autour d'épicerie solidaire. Alternatives à une aide alimentaire mal adaptée, ces nouveaux magasins offrent aux personnes financièrement fragiles un choix et une qualité de denrées à prix modérés ainsi que la possibilité de s'investir dans la gestion du lieu. Comme à Coudekerque-Branche (Nord) où vient d'ouvrir « Label épicerie ».

**D**rôle d'endroit pour remplir son cabas. L'église Saint-Pierre de Coudekerque-Branche, ville accolée à Dunkerque, abrite, entre ses murs de briques rouges et de verrières, une alimentation solidaire et collaborative baptisée « Label épicerie ». Dans ce lieu de culte désacralisé, l'épicerie n'occupe que la partie gauche de la nef, les autres parties étant investies par un coin restauration, un coin enfant et un coin réunion.

À l'origine de ce lieu de rencontre : « La petite pierre » (collectif de six associations, dont le Secours Catholique de Dunkerque) qui, après plusieurs années de réflexion, est entrée dans le vif du sujet. En 2018, un premier poste de salarié est proposé à Stéphanie Ambellié pour en coordonner sa mise en œuvre.

## Rayons

Stéphanie Ambellié, jeune maman et trentenaire dynamique, nous reçoit la veille d'une journée « portes ouvertes ». Inaugurée en juin dernier, l'épicerie se rode depuis un an. Deux ou trois personnes réapprovisionnent les rayons, les présentoirs réfrigérés où se côtoient les produits à la vente et les commandes emballées, l'ilot central réservé aux fruits et légumes »

▲ Les bénévoles adhérents prennent un réel plaisir à mettre les fruits et légumes en valeur.



### LES BESOINS IDENTIFIÉS

**1 300**

familles ont eu recours à l'aide alimentaire en 2016, à Dunkerque

**17%**

des associations dunkerquoises œuvrent dans le champ humanitaire et caritatif (contre 4 % au niveau national)

L'agglomération dunkerquoise ne disposait que de six enseignes spécialisées dans l'alimentation biologique (contre seize à Lille, par exemple)

Six associations (dont le Secours Catholique de Dunkerque) ont créé l'association « La petite pierre » pour faire accéder dignement les personnes en difficulté à une alimentation de qualité.

### L'IDÉE



**Proposer aux bénéficiaires** de l'aide alimentaire de faire leurs courses dans des épiceries ouvertes à tous, **de choisir leur alimentation parmi des produits de qualité** (si possible, issus de l'agriculture biologique) à un tarif différencié selon leurs revenus

### QUI ?



- ▶ Les personnes sans ressources ou bénéficiant des *minima sociaux* ;
- ▶ Les personnes seules, avec de très faibles retraites (minimum vieillesse)

### COMBIEN ?



**650 personnes** adhèrent à « Label épicerie »  
Le **millier** d'adhérents est visé

### LES OBJECTIFS



Participer à la **transition alimentaire écologique**

Proposer une **alternative à la distribution** de l'aide alimentaire, en introduisant le **concept de choix** (de son alimentation), dans un **lieu non discriminatoire**

**Inclure ces épiceries dans des lieux** (tiers-lieux) propices à des initiatives locales, des ateliers, des rencontres **où chacun trouve sa place** et fait société

**Impulser des projets** qui soient de véritables projets **d'aménagement du territoire.**



### LES LEVIERS DE LA RÉUSSITE

- ▶ Une identification des besoins locaux
- ▶ Des associations caritatives locales unies pour monter une épicerie sociale
- ▶ Un processus de labellisation pour améliorer la qualité des services rendus



### « RÉSEAU ACCÈS DIGNE » (RADI) DU SECOURS CATHOLIQUE

- ▶ Une vingtaine de projets alimentaires (maraîchage, groupements d'achats, épiceries solidaires)
- ▶ Une dizaine de délégations locales du Secours Catholique impliquées
- ▶ Un séminaire annuel de porteurs de projets et de bénéficiaires de l'aide alimentaire
- ▶ Le Secours Catholique soutient financièrement cinq épiceries solidaires ouvertes à tous

» frais. « Un groupe d'adhérents sélectionne les produits avec Audrey, la coordinatrice sociale, explique Stéphanie. Tout est acheté, notamment grâce à des groupements d'achats. »

## Détroit

L'épicerie a démarré grâce à ces achats groupés. « L'objectif était d'obtenir des produits frais et abordables tout en rémunérant correctement les petits producteurs », précise Audrey, chargée de mobiliser les habitants des quartiers voisins pour qu'ils participent à ces achats groupés. « Dans la zone, la population est pauvre, explique Stéphanie qui compare la faillite de Dunkerque à celle de Détroit, aux États-Unis. Dans le quartier, le chômage est élevé chez les 40-55 ans et le revenu médian est en dessous de la moyenne nationale. En 2017, six cents familles y étaient en demande d'aide alimentaire régulière. »

« Label épicerie » prospecte et s'approvisionne auprès de petits producteurs. Les Jardins de Cocagne de l'Afeji (association de bienfaisance locale) fournissent les paniers de légumes et de fruits biologiques, le fournisseur de fromages se trouve dans le Jura et



**QUE L'ON SOIT RICHE  
OU PAUVRE, CES ENDROITS  
SONT OUVERTS  
À TOUS. »**

le producteur d'agrumes bios est sicilien. Ces petites entités sont devenues les partenaires économiques de « Label épicerie ». Les autres produits font l'objet de partenariats avec Biocoop ou le réseau des Relais verts, deux entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS).

Des épiceries comme celle-ci, bien qu'encore rares, éclosent dans plusieurs régions. À Antony, dans les Hauts-de-Seine, « Ma p'tite échoppe » a ouvert début 2019. Tout comme « Label épicerie », la boutique a été cofondée et financée par le Secours Catholique. Elle propose des produits de qualité à des prix qui s'adaptent aux revenus des clients et, comme à Coudekerque-Branche, elle est un endroit de rencontre et de mixité sociale. « Ces structures pourraient être qualifiées de "tiers-lieux", concept en vogue dans l'économie sociale et solidaire, rapporte Jean-François Dusseigneur, en charge des thématiques liées à l'alimentation et à l'économie sociale et solidaire au Secours Catholique. Que l'on soit riche ou pauvre, ces endroits sont ouverts à tous et chacun paie ses courses ou participe aux ateliers sans qu'on sache son niveau de vie. »

Sans distinction, ces enseignes solidaires regroupent personnes à revenus faibles, bénévoles et salariés. Les premiers peuvent devenir bénévoles ; et les bénévoles, salariés. Un microcosme bienveillant où, comme le confie Fanny, directrice de « Ma p'tite échoppe », « certaines personnes rompent la solitude, d'autres réapprennent à travailler en équipe, d'autres encore montent des ateliers où elles partagent leurs talents et leurs compétences ». À Antony, des adhérents animent des ateliers de sophrologie, de jeu d'échecs, de couture, de cuisine asiatique, d'informatique. À Coudekerque-Branche, les ateliers tournent aussi autour de la cuisine et de la couture. Un atelier de réparation mensuel (« Repair café ») se met en place et une bibliothèque est à l'étude. Mais c'est le jardin potager qui est l'atelier le



## REGARD

**EMMANUELLE LEROY**, EN CHARGE DE L'ANIMATION  
DE LA FONDATION DU DUNKERQUOIS SOLIDAIRE

## « UN BESOIN NON COUVERT SUR LE TERRITOIRE »

« Label épicerie » est un magnifique projet avec un excellent état d'esprit. Il nous a intéressé parce qu'il a une utilité sociale, qu'il n'est pas réservé seulement à une population précaire et qu'il est équitable, aussi bien pour les consommateurs que pour les producteurs. Quant à ses activités, elles répondent à un besoin qui n'est pas couvert sur le territoire. Nous avons permis à Lydie, qui était déjà bénévole à « Label épicerie », d'y obtenir un CDI.

Créée en 2016, notre fondation mobilise les habitants du territoire et ses entreprises pour financer des projets associatifs offrant un emploi à des personnes au chômage depuis au moins deux ans. La fondation verse 20 000 euros par an pendant trois ans, durant lesquels elle accompagne la personne recrutée. ■



GAGÉ, KEBRAOUI / SCDF

qui a été bénévole avant d'être salariée par l'association. *Le magasin est ouvert du mercredi au samedi. Le lundi est réservé aux commandes, le mardi à la prospection et aux papiers administratifs. Ici, j'ai trouvé la mission de ma vie : relier profession et échanges humains. Je me sens utile auprès de ces personnes pleines d'amour et de bienveillance, d'écoute et de prise en considération des problèmes de chacun.* »

## Cookies

Ce vendredi, Céline, Anne-Marie, Marie et Nathalie font une pause-café à la table du coin cuisine. *« Le vendredi, c'est cookies »,* chantonne Marie en désignant les biscuits qu'elle a apportés pour ses amies. *« Rien ne pourrait m'empêcher de venir le vendredi. »* « *J'adore venir ici,* dit à son tour Nathalie, agent de service en arrêt maladie et mère de cinq enfants. *Les gens, l'ambiance, ça me fait du bien. J'ai mon panier toutes les semaines : fruits, légumes, yaourts, œufs, fromage. Financièrement, c'est dur.* » Céline, mère au foyer, ajoute : *« Oui, dans le panier, il y a tout ce qu'il faut pour nourrir une famille pendant une semaine. Mais nous sommes surtout une bande de copines, ici et en dehors de l'épicerie. À Dunkerque, les bus sont gratuits. Quand je peux, je viens avec mes fils : le petit de 2 ans joue dans le coin enfant, les deux grands (6 et 9 ans) participent à l'atelier jardinage. J'y trouve une vie en dehors de chez moi. »*

Heureuse de renaître, l'église Saint-Pierre se prête à toutes les activités. Bâtie à une époque où la croissance de la ville ne devait pas cesser, elle est devenue la plateforme de tous les possibles et rassemble à nouveau. ■

plus avancé. Dès que le diocèse a offert à « La petite pierre » de s'installer dans l'église, quelques adhérents ont pris possession d'un lopin de terre à l'arrière de l'édifice et cultivent des légumes qu'ils partagent. *« Nous avançons doucement pour voir comment ça marche et si cela correspond bien aux attentes de nos adhérents, reconnaît Stéphanie. Mais tout commence à prendre forme. »*

Dans ces nouvelles structures, le Secours Catholique insiste pour que *« les personnes en difficulté*

*participent aux décisions »,* rappelle Jean-François Dusseigneur qui souligne que cette participation est *« un des quatre piliers de l'accès digne à l'alimentation, avec l'ancrage territorial, la transition écologique et la prise en compte des valeurs sociales dans le modèle économique choisi ».*

Le nombre d'adhérents à « Label épicerie » se compte encore en centaines mais Karine, la gérante de l'épicerie, aimerait atteindre le millier. *« Si on s'agrandit, cela signifiera plus d'embauches,* dit Karine

ILS Y PENSENT AUSSI PAR CLARISSE BRIOT



DANS LES QUARTIERS

## VRAC, OU L'ACHAT GROUPE

Né à Lyon et désormais actif à Paris, Strasbourg, Bordeaux et Toulouse, le réseau VRAC, soutenu par le Secours Catholique, permet aux habitants des quartiers populaires d'accéder à une alimentation de qualité via l'achat groupé. Ceux-ci passent commande une fois par mois et réceptionnent les produits – locaux et/ou bio et à prix coûtant – près de chez eux. Les adhérents extérieurs paient 10 % plus cher. « *Dans les quartiers, les gens sont condamnés à mal manger. Ils n'ont ni les moyens ni l'offre commerciale. C'est la double peine* », explique Brice Tavernier, le cofondateur. L'association organise aussi des concours de cuisine pour renouer avec le plaisir de préparer un bon plat. ■

+ Plus d'infos sur [vrac-asso.org](http://vrac-asso.org)

FAMILIAL

## LA SOLIDARITÉ DANS LE PANIER

Au Secours Catholique d'Aurillac (15), viandes, légumes, fromages et autres productions locales garnissent des « paniers solidaires ». Une vingtaine de familles adhèrent et paient selon leurs moyens. « *L'enjeu est double, explique Lydie-Anne Jourdain, animatrice. Soutenir les agriculteurs du territoire en difficulté et permettre à des familles en précarité de choisir leur alimentation.* » Les adhérents consacrent, chaque semaine, deux heures à la vie du projet : commandes, réception, pesage... « On souhaite rester « petits » pour conserver l'esprit familial et prendre les décisions collectivement. » ■

ENTREPRENEURIAT

## L'INSERTION, C'EST BIO

« À la recherche des haricots », c'est le nom, bucolique et traduit de l'espagnol, d'une entreprise d'insertion créée en 2016 aux Canaries par Caritas Tenerife, impliquée de longue date dans des projets liés à l'agriculture biologique. La structure permet à des personnes éloignées de l'emploi de se former, sur trois ans, à la culture de fruits et de légumes, à leur transformation (bocaux, confitures, sirops, etc.) et à leur commercialisation à des particuliers, des restaurateurs et des cantines scolaires de l'archipel. ■

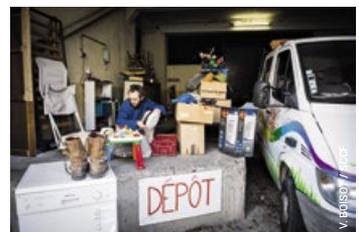
+ Plus d'infos : [bit.ly/CaritasTenerifeAgri](http://bit.ly/CaritasTenerifeAgri)

RETOUR SUR...

## UNE RESSOURCERIE MOBILE AU VIGAN

Cette petite commune du Gard avait déjà une ressourcerie lancée par l'association R(d')évolution, une initiative soutenue par le Secours Catholique. Depuis 2015, des milliers de meubles, vêtements ou livres y sont déposés par les habitants avant d'être triés, nettoyés, revalorisés et revendus. D'ici peu, la ressourcerie sera aussi mobile. En partenariat avec la Communauté de communes et la Région, un camion passera

pour récupérer les objets dans des villages isolés et éviter aux habitants de les jeter. « *Chez nous, 90 % des objets ont une deuxième vie. On veut sensibiliser les gens pour montrer qu'il est possible de réemployer les objets et que c'est une priorité, devant le recyclage. Surtout, on veut informer que le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas* », explique Sébastien Pichot, coordinateur du projet. Depuis peu, la ressourcerie du Vigan accueille en ce sens des



classes scolaires et ouvre ses portes à tous pour expliquer le trajet des déchets, rappelant que beaucoup sont enfouis ou incinérés, ce qui est une catastrophe pour la planète.. ■ C. L.-L.

## FAUT-IL ENCADRER LES LOYERS ?

**CONTEXTE.** Sur les quatre millions de personnes mal logées en France, un million de personnes vivent en région parisienne. Après avoir été suspendu pendant près de deux ans dans la capitale, l'encadrement des loyers prévu par la loi Élan est, depuis juillet dernier, de nouveau en vigueur à Paris. Le dispositif pourrait ensuite s'étendre aux autres « zones tendues » volontaires. Cette mesure pourra-t-elle répondre efficacement à la crise du logement ?



**FANNY PLANÇON**

CHARGÉE DE PROJETS DE LA RUE  
AU LOGEMENT AU SECOURS CATHOLIQUE

**JEAN-MARC TORROLLION**

PRÉSIDENT DE LA FNAIM (FÉDÉRATION NATIONALE  
DE L'IMMOBLIER)

**Fanny Plançon :** Au Secours Catholique, nous pensons que cette mesure va dans le bon sens au vu de la gravité de la crise du logement en France. Aujourd'hui, il y a 4 millions de mal-logés en France mais aussi 12 millions de personnes en fragilité par rapport au logement, selon le dernier rapport de la Fondation Abbé Pierre. Désormais, ce ne sont plus seulement les personnes en précarité qui sont touchées mais aussi les jeunes actifs, les étudiants. Dans les zones tendues<sup>1</sup> comme Paris, la demande est énorme, l'offre insuffisante, avec une dynamique spéculative forte. Mécaniquement, cela fait augmenter les prix. Selon notre dernier rapport statistique, en Île-de-France, plus de 56 % des personnes ne sont pas en mesure de payer les loyers du parc privé. Et, selon l'Insee,

entre 1988 et 2013, la part des ressources des ménages les plus modestes consacrée au logement en Île-de-France est passée de 20 % à 41 %. Le marché ne se régule pas tout seul et les propriétaires demandent toujours plus de garanties aux locataires. Comment les ménages sont-ils censés supporter ce coût-là ?

**Jean-Marc Torrollion :** Je suis contre l'encadrement des loyers car il ne résout pas le problème majeur de la gentrification. L'échec d'une politique du logement ne peut pas se traduire par la confiscation du revenu de l'épargne de millions de Français car, en définitive, le propriétaire louera toujours au meilleur dossier. C'est aussi pour cette raison que nous appliquons cette

règle prudentielle de garanties, car nous ne souhaitons pas mettre un locataire dans une situation de surendettement par rapport au logement. La logique de ces bailleurs n'est pas spéculative, comme on l'entend souvent, elle s'inscrit globalement dans la durée, et heureusement. Aujourd'hui, l'essentiel de la mobilité locative se joue dans le parc privé avec 1,2 million de logements qui tournent chaque année : des Français quittent ces logements et d'autres les intègrent. Pour moi, la vraie question est la suivante : le parc privé doit-il jouer un rôle social en droit ou en fait ? Je pense qu'il n'a pas à jouer ce rôle en droit mais qu'il le joue déjà en fait. N'oublions pas qu'il loge un million de locataires qui relèvent du premier décile (10 % des revenus les plus modestes) et l'es- >>>



“

Le marché ne se régule pas tout seul. Comment les ménages sont-ils censés supporter ce coût-là ?

”

**FANNY PLANÇON**

“

Je suis contre l'encadrement des loyers car il ne résout pas le problème majeur de la gentrification.

”

**JEAN-MARC TORROLLION**

» sentiel des étudiants. Mais, encore une fois, ce parc privé n'est pas la cause du mal-logement, au sens où il accaparerait des ressources. Quant au phénomène d'exclusion parisien, il est très particulier : c'est une ville musée avec une forte demande internationale, on ne peut pas construire en surélévation, il y a la concurrence des bureaux et, depuis 2014, celle d'Airbnb.

**F. P. :** L'encadrement des loyers ne résoudra pas à lui seul la crise du logement, c'est certain. Mais, selon le rapport du Haut Comité du logement pour les personnes défavorisées (HCLPD), les effets observés entre 2015 et 2017, sur les deux années d'expérimentation à Paris, sont positifs. L'encadrement a permis de stabiliser les loyers dans les nouveaux logements mis sur le marché. On peut regretter que la loi Élan n'ait pas conservé le caractère contraignant de l'application de l'encadrement des loyers sur l'ensemble des zones tendues du territoire. À Paris, en tout

cas, son application ne semble pas avoir créé un retrait conséquent de biens du marché. Et, finalement, avec la taxe vacance<sup>2</sup> qui s'applique, les charges et les risques de dégradation du bien immobilier si personne n'y réside, cela coûte plus cher à un propriétaire de laisser son logement vacant que de le louer, même à un prix encadré.

**J.-M. T. :** Je suis d'accord et le « rapport Nogal » semble le confirmer. Je ne crois pas, à ce stade, que l'encadrement des loyers ait eu un effet de rétention de biens. Ce qu'il peut y avoir, en revanche, c'est un effet de désinvestissement et c'est ce que je souhaite mesurer. Et je crois que nous n'avons aucun intérêt aujourd'hui à avoir du désinvestissement dans le parc privé locatif.

**F. P. :** Malgré l'encadrement des loyers, l'investissement immobilier reste et restera très avantageux à Paris. Nous pouvons également regarder chez nos voisins. Ce dis-

positif s'applique avec succès en Allemagne, notamment à Berlin.

**J.-M. T. :** Je peux vous citer des exemples étrangers où l'encadrement des loyers n'a pas fonctionné : à Stockholm, par exemple, cela a créé un marché noir et, à San Francisco, il n'a pas empêché la gentrification. Quant à l'Allemagne, il y a un traitement fiscal plus intéressant car il n'y a pas, comme chez nous, d'impôt sur la fortune immobilière (IFI) et il y a beaucoup moins de propriétaires qu'en France. Chez nous, la propriété privée est ancrée. Les Grecs nous ont amené la démocratie, les Romains la propriété privée. C'est une liberté publique forte qui signifie que vous laissez l'État à la porte. Je veux bien que cela engendre une responsabilité et que l'expression de cette liberté ne doive pas devenir l'exploitation d'une situation. Mais l'exploitation, ce serait louer des taudis, être marchand de sommeil, ne pas respecter la loi. Doit-on parler d'exploitation face à des loyers manifestement décon-

nectés d'une réalité économique ? Je ne sais pas si nous en sommes à ce point-là, même si on a du mal à se loger à Paris.

**F. P. :** Au Secours Catholique, nous pensons que le parc privé ne peut pas uniquement réclamer une sécurité de l'investissement. Le pape nous dit que la propriété privée n'est pas uniquement de l'investissement et rappelle la nécessité d'« *un toit pour chaque famille* ». C'est pour quoi nous souhaitons nous placer du point de vue des propriétaires et non du parc. Nous rencontrons beaucoup de propriétaires qui sont partants pour lutter contre le mal-logement. C'est pour cela que nous avons créé notre propre agence immobilière sociale (AIS) l'année dernière. Elle vise à permettre aux propriétaires de mettre leurs biens immobiliers à disposition des personnes en difficulté, tout en étant accompagnés. Des aides et des dispositifs fiscaux importants existent, notamment le conventionnement<sup>3</sup>.

**J.-M. T. :** Le conventionnement ne marche pas. Le décalage est trop fort entre le prix du marché et le conventionnement. Je respecte le propriétaire militant. Mais peut-on tirer une ligne générale qui pourrait faire que, demain, on conçoive un profil unique de propriétaire ? Je ne crois pas. Le secteur privé reste et restera un secteur d'épargnants qui ont fait le choix d'investir dans l'immobilier pour toucher un revenu, souvent en prévision de leur retraite, qui doit être le plus sécurisé possible pour eux, à un niveau dit de marché. Il faut absolument construire pour créer de l'offre globale et pas seulement sociale, tout en garantissant l'équilibre des territoires. Je pense que le logement social a aussi un rôle à jouer. Ce secteur réalise 22 milliards d'euros de

chiffre d'affaires avec un taux de TVA à 10 %, pas d'impôt sur les sociétés, pas de taxe foncière. En revanche, je pense qu'on peut créer un secteur libre de loyers intermédiaires situés entre 20 % et 25 % en dessous du prix du marché, entre le social et le privé, avec des contreparties fiscales plus avantageuses pour les propriétaires.

**F. P. :** Nous sommes d'accord sur la nécessité de développer ce parc intermédiaire qui, selon nous, existe déjà, notamment grâce au conventionnement. Et nous faisons l'hypothèse que l'encadrement des loyers pourra, à terme, faire baisser les coûts à l'achat et ainsi permettre une plus forte accession à la propriété. Nous suivrons avec attention les effets de cette mesure à Paris et espérons que de nombreuses villes se porteront volontaires pour l'appliquer à leur tour. Il y a très peu de communication de l'État sur ce sujet, pourtant il faut que ce dispositif soit connu et compris. Il est important que les locataires puissent

faire respecter leurs droits et que le rapport de force entre eux et les propriétaires soit un peu plus équilibré. Nous continuerons également d'interpeller très fortement le gouvernement sur la nécessité de créer des logements sociaux abordables, notamment du PLAI<sup>4</sup>. Car la politique gouvernementale en matière de lutte contre le mal-logement reste aujourd'hui insuffisante. ■

## Propos recueillis par Louise S. Vignaud

1 Zone tendue : zones d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants dans lesquelles il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements. Vingt-huit agglomérations en France sont aujourd'hui classées comme « zone tendue ».

2 Taxe vacance : dans certaines zones tendues, le propriétaire doit payer une taxe sur le logement vacant si celui-ci est inoccupé depuis au moins un an.

3 Conventionnement : il permet à un propriétaire de bénéficier d'aides financières pour réaliser des travaux et obtenir une déduction fiscale sur leurs revenus fonciers bruts. En contrepartie, il s'engage à proposer son bien à un loyer abordable à des locataires aux ressources modestes.

4 PLAI : prêt locatif aidé d'intégration, réservé aux personnes en situation de grande précarité.

## REPERES

### EN DATES

#### Mars 2014 :

Adoption de la loi Alur qui prévoit l'encadrement des loyers dans les zones tendues.

#### 2015 :

L'encadrement des loyers entre en vigueur à Paris, puis à Lille.

#### Novembre 2017 :

La Cour administrative retoque

l'encadrement des loyers à Lille puis à Paris, au motif qu'il ne concerne pas l'ensemble de l'agglomération.

#### Septembre 2018 :

Adoption de la loi Élan par les parlementaires. L'article 40 prévoit de nouveau d'introduire l'encadrement des loyers dans les zones tendues.

#### Juillet 2019 :

L'encadrement des loyers est de nouveau effectif à Paris.

### CE QUE DIT LA LOI

L'encadrement des loyers concerne les appartements nouvellement mis en location (y compris ceux renouvelés). Le prix du loyer ne peut dépasser 20 % ni être inférieur à 30 % du loyer de référence défini chaque année par arrêté préfectoral. Son application devient optionnelle dans les villes de plus de 50 000 habitants et revient à la décision des communes.

ENQUÊTE

## INTÉGRATION : ET SI LA SOLUTION ÉTAIT L'ACCUEIL ?

PAR **BENJAMIN SÈZE** PHOTOS : **STEVEN WASSENAAR**

Les personnes et familles qui viennent d'Afrique, du Moyen-Orient ou de l'Est de l'Europe ne pourraient pas vivre en harmonie avec nous, car elles seraient trop différentes de nous. D'ailleurs, notre mode de vie, notre culture et nos valeurs ne les intéresseraient pas. Ces idées, largement relayées lors du récent débat sur l'immigration, ont peu à peu infusé dans l'opinion publique ces dernières années, nourrissant la peur d'une contre-société concurrente et hostile. Dans ce discours confus, la situation des « nouveaux migrants » est souvent assimilée au risque terroriste et à des problèmes sociaux engendrés par plusieurs décennies de ghettoïsation. À contre-courant de cette vision angoissée, un peu partout en France, des milliers de Français et de personnes migrantes expérimentent quotidiennement le vivre ensemble, sa simplicité comme ses difficultés. Au repli sur soi, ils ont préféré la rencontre.





STEVEN WASSenaar / SCDF

▲ Blairim et Naida, un jeune couple d'Albanais, sont logés depuis juillet 2018 avec leurs deux enfants par la paroisse Sainte-Thérèse à Tarbes.

« *n ne peut plus intégrer les étrangers qui arrivent dans notre pays, parce qu'ils sont trop nombreux. Et on ne le fait plus, ou en tout cas très mal* », Éric Ciotti, député Les Républicains des Alpes-Maritimes, le 10 octobre, sur BFM TV. « *Je pense que nous avons loupé, ces dernières années, l'intégration telle que nous aurions dû la réussir* », Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, le 7 octobre, sur France Inter. « *Si l'immigration pose un problème, c'est que l'intégration ne marche plus* », Jean-Pierre Chevènement, le 7 octobre, sur BFM TV. « *La France peut être encore plus forte en accueillant mieux* », Aurélien Taché, député La République en marche du Val-d'Oise, le 23 septembre, à l'Assemblée nationale. À l'occasion du débat parlementaire sur l'immigration, voulu par le président de la

République Emmanuel Macron, la question de l'intégration est revenue en force sur la scène politique, semblant relayer une inquiétude d'une partie de l'opinion publique. Selon une enquête Ipsos de juin 2019, près des deux tiers des Français sont convaincus que les personnes réfugiées ne peuvent pas s'intégrer à la société d'accueil. D'après un sondage Ifop réalisé en décembre 2018, un Français sur trois pense que les personnes immigrées ne veulent pas s'intégrer. Largement instrumentalisée, la question migratoire remue la peur d'un choc des cultures qui occasionnerait des fractures au sein même de la société française, voire l'organisation d'une contre-société, concurrente et hostile. Pourtant, chaque jour, un peu partout en France, des initiatives associatives ou citoyennes permettent à des milliers de Français et de migrants de faire quotidiennement l'expérience du vivre ensemble. Au Fabrik Café, dans la banlieue angevine, une trentaine de personnes s'activent en cette après-midi pluvieuse du mois de septembre. Ouvert en 2016 par plusieurs associations dont le Secours Catholique, le lieu abrite des ateliers de réparation de vélos et de rénovation de meubles, ainsi qu'une cuisine. Le Fabrik Café a été imaginé pour les personnes qui n'ont pas accès à l'emploi, dans le but de leur permettre de rencontrer du monde et surtout de rester actives. « *Certaines ont des problèmes de santé, d'autres sont au chômage depuis longtemps, d'autres sont au chômage depuis longtemps*, détaille Jean-Michel Lenoir, le président de la structure. *Enfin, beaucoup sont demandeuses d'asile et n'ont pas le droit de travailler.* » Parmi elles, la plupart viennent d'Afrique subsaharienne et sont en France depuis quelques semaines ou quelques mois, parfois des années. « *Est-ce que les différences de culture et de religion empêchent un vivre ensemble entre personnes migrantes et françaises ?* » La question semble décontenancer Guy-Michel du Repaire, bénévole à l'atelier menuiserie. Elle ne le choque pas mais elle lui paraît tellement décalée, au regard de ce qu'il vit ici, qu'il est pris de court. Même instant de flottement dans la salle polyvalente de l'église Sainte-Thérèse, à Tarbes (Hautes-Pyrénées).

## ÉCLAIRAGE

Depuis quinze ans, cette paroisse du centre-ville accueille, dans des appartements attenants à l'église, des familles originaires le plus souvent d'Arménie, de Géorgie et d'Albanie qui ont été déboutées de leur demande d'asile. « *Je vis au milieu d'eux et ça se passe vraiment sans problèmes* », assure le père Jean-Michel Puyau.

Guy-Michel du Repaire comprend les craintes qui peuvent agiter une partie de la société « *mais, dans la réalité, ce n'est pas comme cela que ça se passe* », assure-t-il. À côté de lui, Abdoul, 28 ans, un Guinéen licencié en administration publique et présent en France depuis le mois de mai, écoute at-

“  
AVEC MES AMIS FRANÇAIS,  
JE NE TROUVE PAS QU'ON SOIT  
SI DIFFÉRENTS.

”

tentivement. Lui aussi conçoit qu'on puisse avoir peur « *mais, pour savoir qui est une personne, comprendre ce qu'elle veut, voir si tu peux vivre avec elle, il faut avoir un contact avec elle, estime le jeune homme. Sinon, tu juges sans connaître* ».

« *Avec mes amis français, je ne trouve pas qu'on est si différents, on rit des mêmes choses, on réagit de la même manière* », témoigne à son tour Leila, 16 ans. La jeune lycéenne est arrivée d'Azerbaïdjan, il y a deux ans, avec ses parents et son grand frère. « *Si je deviens amie ou non avec une personne, je ne pense pas que ça dépende de la culture, mais plutôt du caractère* », croit-elle. Leila vit avec sa famille et quatre-vingts autres personnes migrantes dans un ancien Formule 1 transformé en centre d'hébergement pour demandeurs d'asile, à Séméac, dans la périphérie de Tarbes. Le projet d'ouverture du lieu avait créé des remous en 2017. Un collectif de riverains avait bâti un mur pour barrer l'accès au bâtiment. Aujourd'hui, « *plus personne n'en parle, c'est que tout va bien* », se réjouit le maire Philippe Baubay. La greffe a pris dans le quartier. « *Il m'arrive parfois de régler des petits problèmes de voisinage* »

La migration est le thème central du Rapport statistique 2019 du Secours Catholique sur l'état de la pauvreté en France. Et pour cause : la part des personnes étrangères « migrantes » parmi les personnes et familles rencontrées par l'association ne cesse de progresser. Elles représentent aujourd'hui 43,6% de l'ensemble des personnes accueillies. Leur surreprésentation croissante dans les accueils de l'association s'explique souvent par un statut légal et socioéconomique très précaire, du fait qu'elles n'accèdent pas à certains droits et ressources. Soit parce que cet accès leur est refusé, soit parce qu'elles n'en ont pas fait la demande (non-recours), souvent par manque d'information. Parmi celles rencontrées en 2018, près de six sur dix n'avaient pas de statut légal stable : la plupart avaient une demande de régularisation (asile ou titre de séjour) en cours, les autres avaient vu leur demande rejetée et/ou étaient sans papiers.

**6/10** des ménages sans papiers sont des familles avec enfants. Sans droit au travail ni aides sociales, les moyens de ces ménages pour subvenir aux besoins primaires d'alimentation, de santé ou d'éducation de leurs enfants sont quasi nuls. Le soutien d'associations telles que le Secours Catholique devient alors vital.

**72 %** des personnes étrangères en attente de régularisation ou sans papiers, rencontrées par le Secours Catholique en 2018, ont exprimé un besoin d'écoute, d'accueil ou de conseil. C'était leur principale demande.

## NON-RECOURS

Les personnes étrangères rencontrées par le Secours Catholique sont deux fois plus nombreuses que les personnes françaises en situation de non-recours, c'est-à-dire à ne pas demander les aides sociales auxquelles elles ont droit. Une réalité qui tord le cou, commente l'association, à certaines idées reçues selon lesquelles les personnes étrangères viendraient principalement en France « profiter » des aides sociales.



▲ **Le Fabrik Café, à Angers, accueille de nombreux demandeurs d'asile. Beaucoup viennent d'Afrique subsaharienne.**

»» *comme j'en traite des dizaines d'autres entre Séméacais : des ballons de foot qui atterrissent dans le jardin du voisin, du bruit ou de la lumière à l'extérieur, le soir.* » Contraints à l'oisiveté par leur statut administratif qui leur interdit de travailler, des parents cherchent des activités pour échapper au huis clos. Ali Ulvi, originaire d'Istanbul, fait l'inventaire de sa vie sociale séméacaise : « *Je suis bénévole aux Restos du cœur, je participe à l'atelier de poésie de la bibliothèque municipale, j'ai même assisté à une conférence sur la langue occitane. Ça ne m'intéresse pas plus que ça, précise-t-il, en riant. Mais c'était pour connaître la culture.* » Cet ingénieur turc, arrivé dans les Hautes-Pyrénées en août 2018 avec sa femme et leurs deux enfants, compare la migration à « *un long tunnel sombre* ». Dans ce tunnel, explique-t-il, « *les associations et les personnes qui nous aident sont autant de lumières. L'aide alimentaire, les vêtements, les cours de français, les cours de piano, les visites de musées, les invitations à manger... Tout est important* ».

“  
ICI JE PEUX UTILISER LES MOTS  
QUE J'AI APPRIS PENDANT  
MES COURS DE LANGUE,  
POUR NE PAS OUBLIER.  
”

Pour beaucoup de personnes migrantes, les bénévoles des associations ou des collectifs citoyens constituent leur seul lien avec la société française, et parfois leur premier cercle amical. Hébergé par le 115, en attente d'une réponse à sa demande d'asile, Qasim Sharifi se rend depuis quatre mois à la Maison des talents partagés, dans le quartier de la Maladière, à Dijon. Il aide à préparer les repas

et à entretenir le potager. Ça lui évite de penser en boucle à sa situation. « *Ça me permet aussi de rencontrer des gens, de connaître la culture des Français,* ajoute le jeune

Afghan de 21 ans. *Et d'utiliser les mots que j'ai appris pendant mes cours de langue.* »

Rompre l'isolement des personnes évite à certaines d'entre elles de « *tomber dans la dépression ou dans des pièges, comme la délinquance et la drogue* », affirme Félicité Mukandutye, réfugiée rwandaise arrivée en France, il y a vingt ans, et aujourd'hui bénévole à la Maison des talents partagés : « *Ça leur permet de penser qu'on peut s'en sortir. C'est une première intégration dans la société.* »

À Angers, Abdoul confirme. « Tu fuis des contraintes dans ton pays. Tu arrives ici et tu es rejeté. Si tu encaisses tous ces problèmes seul, sans activité, sans personne avec qui en discuter, tu peux finir par péter les plombs », assure le Guinéen.

Anna et Artashes Gasparian, un couple d'Arméniens, parents de trois enfants, ont vécu cinq ans sans papiers avant d'être régularisés, au début de 2013, grâce à la circulaire Valls<sup>1</sup>. Anna évoque une période dure, « même si je faisais tout pour rester optimiste ». La jeune femme a traversé une dépression et une crise d'anorexie. Aujourd'hui, elle rayonne dans le coquet salon de leur appartement HLM, à Tarbes. Après avoir été serveuse quelques années dans un restaurant chic du centre-ville, elle fait le ménage chez des particuliers et dans un cabinet de kinésithérapeute. Artashes, lui, a travaillé quelque temps chez Orange, dans l'installation de la fibre optique. À cause de douleurs à l'épaule, il a dû se reconverter et travaille désormais dans une entreprise de restauration de meubles. « On vit bien, même très bien », se réjouit Anna.



L'accueil et l'accompagnement de paroissiens de Sainte-Thérèse ont joué un rôle primordial dans leur intégration, affirme-t-elle : « C'est avec eux que nous avons appris la langue, les codes et la culture française. C'est grâce à leurs réseaux que nous avons pu tout de suite trouver du travail et un logement. Sans tout cela, nous n'aurions jamais pu être autonomes aussi rapidement. »

Toutes les familles logées par la paroisse, depuis 2002, ont fini par obtenir des pa- >>>

## FOCUS

### LES MOTEURS DE L'ENGAGEMENT



Qu'est-ce qui pousse des milliers de Français et de Françaises à s'engager aujourd'hui dans l'accueil des migrants ? Pour les paroissiens de l'église Sainte-Thérèse, à Tarbes (Hautes-Pyrénées), ça a été l'appel du pape Jean Paul II, « Ouvrez les portes », en 2002. À Séméac, si l'investissement d'An-

nie Baylac, militante communiste, est mû par ses idées politiques, celui de sa sœur Marie-Claude Castaings « est plus spontané ». Cette professeure de sport à la retraite raconte avoir été choquée par la construction dans la commune d'un mur empêchant l'accès au centre d'hébergement pour les migrants. Samuel Brown, coordinateur du programme jésuite d'hospitalité Welcome, retrouve ces différentes motivations chez les familles qui le contactent : « Il y a des militants engagés qui cherchent un cadre pour accueillir. D'autres ont entendu l'appel du pape François et

souhaitent casser leurs préjugés. Enfin, des personnes, ni militantes ni croyantes mais choquées par la situation, veulent se rendre utiles. » Ces engagements pluriels ont connu un essor renouvelé, à partir de 2015, observent Estelle d'Hal-luin et Elsa Rambaud, du collectif de recherche EFAA. « Les dissensus entre États européens sur l'accueil des réfugiés, les discours nationalistes et les politiques sécuritaires n'ont pas épuisé cet élan de solidarité, mais l'ont parfois au contraire renforcé », notent-elles\*. ■

\* Leurs travaux sont accessibles sur [altruism.hypotheses.org](http://altruism.hypotheses.org)

# COMPRENDRE



ÉLODIE PÉRIOT / SCOP

▲ Le Fabrik Café vise à maintenir en activité des personnes qui n'ont pas accès au travail.

» piers. « Aujourd'hui, elles font leur vie, mais elles continuent de nous appeler pour donner et prendre des nouvelles », raconte sœur Albert-Marie, dite « Sam ». Quand Sam est malade, Naiada, une jeune Albanaise, lui propose de faire ses courses. Parfois, c'est Eka, une mère de famille géorgienne aujourd'hui installée dans le quartier, qui l'appelle « pour savoir si je n'ai besoin de rien ». Pour Samuel Brown, coordinateur de Welcome, le programme d'hospitalité et d'hébergement temporaire du Service jésuite des réfugiés (JRS), ces petits gestes d'attention à l'autre, signes d'une réciprocité dans l'échange, ont leur importance. Lorsqu'un demandeur d'asile est accueilli par une famille, « nous discutons avant avec lui, notamment pour lui faire comprendre que la famille qui ouvre sa porte recherche aussi quelque chose dans cette rencontre, explique Samuel Brown. Que participer à une vie de famille, ce n'est pas seulement faire attention à ne

pas faire de bruit quand on rentre le soir, mais c'est aussi partager des temps de convivialité. Qu'il est une sorte d'ambassadeur ».

Marie-Claude Castaings, de l'association « Citoyenneté et partage » à Séméac, rejoint cette idée : « Le plus important, c'est que les familles sortent du centre d'hébergement et aillent au contact des autres habitants pour montrer qu'elles sont comme tout le monde », insiste-t-elle.

À Saint-Mamert-du-Gard, un village de 1 500 habitants dans le Gard, François Dufau préside un collectif de bénévoles qui accompagnent depuis un an une famille de réfugiés syriens. « Comme partout, ce n'est pas forcément facile de tisser des liens », assure François, fort de sa propre expérience de « Parisien » débarqué il y a douze ans. Pour y contribuer, le collectif a obtenu pour la famille une parcelle au jardin partagé. « Cela leur permet d'être en activité, en attendant de pouvoir travailler, et de rencontrer du monde. Ils échangent des conseils, des outils. Les autres se disent : "Tiens, ils cultivent leur jardin comme nous." » La dynamique est fragile, précise le bénévole : « Un jour, des cultures ont été piétinées sans que l'on sache par qui. Leurs enfants ont été immédiatement mis en cause par les autres jardiniers. Du coup, on a fait une réunion, on a établi une règle selon laquelle tout parent est responsable de ses enfants dans le jardin. Et cela a apaisé les esprits. » Si Rihab, la mère de famille, n'ose pas trop sortir de chez elle, un peu déprimée par sa situation et intimidée par les regards « parfois durs » dans la rue, Noomer, son époux, se rend systématiquement au terrain de jeu après avoir récupéré ses enfants à l'école. Et il discute avec d'autres parents. « Les gens se rendent compte qu'ils n'ont pas le couteau entre les dents », s'amuse François. Les choses se font petit à petit. Il y a quelques semaines, Siwar, leur garçon de 6 ans, a été invité à un goûter d'anniversaire. François se souvient : « Ses parents étaient heureux. » ■

1 Cette circulaire de 2012 permet une régularisation, à condition d'être sur le territoire français depuis au moins cinq ans et d'avoir des enfants scolarisés depuis au moins trois ans.

# TRAVAILLER POUR EXISTER

PAR **BENJAMIN SÈZE**

Alors que les procédures de demande d'asile ou d'obtention d'un titre de séjour peuvent durer des mois, voire des années, le non-accès aux droits durant cette période, notamment à celui de travailler, précarise et exclut socialement les personnes concernées.

Quand Patrick va à la boulangerie à côté du centre d'hébergement, où il vit avec sa famille depuis deux ans, à Séméac (Hautes-Pyrénées), il en ressort à chaque fois avec un coup au moral. « Une annonce est scotchée sur la vitrine depuis huit mois : ils cherchent un boulanger. Moi, j'ai cette formation, mais je ne peux pas postuler », regrette ce demandeur d'asile congolais. Patrick a poussé la porte d'agences d'intérim, prêt à n'importe quelle mission, d'agences immobilières, pour trouver un appartement, et d'agences bancaires, pour ouvrir un compte. Mais, systématiquement, on lui a demandé une pièce d'identité et un titre de séjour. « Je suis coincé », réalise-t-il. « L'État français nous bloque. C'est très triste car on peut nous considérer comme des fainéants : pourtant, nous ne le sommes pas. Nous sommes actifs. » Il a du mal à accuser le coup : « On me rappelle que je ne fais pas partie de la société. » Mamadou Diallo, Guinéen vivant à Paris, se souvient de ses premiers mois en France, avant qu'il n'obtienne le statut de réfugié : « Tu sais que tu as un bagage intellectuel, des compétences professionnelles. Mais, ici, tes capacités se résument juste à : "As-tu ou non un bout de papier ?" Si tu n'as pas ce bout de papier, tu n'es que dalle. » Dans son rapport statistique 2019, le Secours Catholique note que « la surreprésentation croissante des étrangers dans les accueils est en grande partie imputable à une nette précarisation de leur statut légal et socio-économique, souvent liée à une absence de ressources et de droits reconnus ». L'association demande la possibilité pour toute personne étrangère présente en France de travailler pour sortir de ces « situations extrêmement difficiles ». Ce droit serait aussi un important facteur d'intégration,

estime Araskya Zohrabyan. Hébergée avec son mari et leurs deux enfants dans le même centre que Patrick, cette demandeuse d'asile arménienne rencontre des personnes qui ont obtenu l'asile depuis parfois deux ans et qui ne travaillent toujours pas. Plusieurs mois ou années d'inactivité contrainte ont cassé chez elles une dynamique qui est difficile à relancer, constate la jeune femme. C'est à partir de ce même constat que l'association « Terre en partage » a lancé, il y a dix mois, une expérimentation dans une ferme de Haute-Vienne, en partenariat avec la préfecture et l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii). L'expérience se base sur le modèle des Compagnons d'Emmaüs. Une vingtaine de demandeurs d'asile y bénéficient d'un logement stable qu'ils gèrent eux-mêmes, de cours de français quotidiens et d'une formation en maraîchage biologique. Tout est organisé pour favoriser les interactions avec le reste du village. « Le but est de faire en sorte qu'au moment où l'État statue sur son cas, la personne soit en action et que le temps de la procédure ne soit pas du temps perdu », explique Clémence Skierkowski, cofondatrice de l'association. ■

▼ Patrick a poussé la porte d'agences d'intérim, prêt à n'importe quelle mission.



STEVEN WASSENAAR / SCOP

## L'ENTRETIEN

### « PENDANT DES ANNÉES, IL N'Y A PLUS EU DE POLITIQUES D'INTÉGRATION »

Comment favoriser du mieux possible l'intégration des personnes migrantes dans la société française ? Conditionner tout accompagnement et accès aux droits à la possession de « papiers » est-il une bonne stratégie ? Les discours politiques actuels créent-ils les conditions d'un « vivre ensemble » ? Entretien avec Alain Régnier, délégué interministériel chargé de l'accueil et de l'intégration des réfugiés.

PROPOS RECUEILLIS PAR **MAMADOU DIALLO** ET **BENJAMIN SÈZE**

## PARCOURS

### ALAIN RÉGNIER

**1960**

Naît à Toul (Meurthe-et-Moselle)

**2007**

Est nommé préfet délégué à l'égalité des chances en Rhône-Alpes.

**2008**

Est nommé délégué interministériel à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal).

**2018**

Est nommé délégué interministériel chargé de l'accueil et de l'intégration des réfugiés (Dair).

### MAMADOU DIALLO

**1985**

Naît à Madina (Guinée).

**2015**

Arrive à Paris fuyant Conakry pour des raisons politiques.

**Octobre 2016**

Obtient le statut de réfugié qui lui permet de rester 10 ans en France.

**Février 2017**

Trouve du travail chez KFC, son premier emploi. Il travaille aujourd'hui comme équipier au Ritz.

**Benjamin Sèze** : En 2018, la France a accordé sa protection à près de 44 000 personnes. Quels sont aujourd'hui, selon vous, les piliers d'une bonne intégration ?

**Alain Régnier** : Le premier pilier de l'intégration est l'apprentissage du français. Les personnes réfugiées ont désormais le droit à 600 heures de cours. Il est important que ces cours interviennent au bon moment, pas trop tard après l'obtention du statut. Le deuxième pilier est l'emploi. La très grande majorité des réfugiés souhaitent travailler. Là encore, il ne faut pas attendre trop longtemps. Le parcours d'un migrant est difficile et laisse des traumatismes. Plus la personne est rapidement en emploi, en activité, mieux elle se sentira. Il y a enfin l'accès au logement. Or, presque la moitié des demandes d'asile sont déposées en Île-de-France et se concentrent sur Paris, là où l'accès au logement est le plus difficile. Il faudrait pouvoir organiser de façon intelligente une répartition de la demande d'asile sur l'ensemble du territoire, de manière à ce que les personnes, quand elles obtiennent le statut, s'intègrent là où elles ont

déjà commencé à sociabiliser. Le dernier pilier va être, pour certaines personnes, la familiarisation avec les codes de la société occidentale. Pour vivre ici, savoir comment se comporter, il y a une part d'apprentissage, une nécessité d'immersion. C'est pour cela que je souhaite valoriser des relations de parrainage entre des Français et des réfugiés.

**Mamadou Diallo** : Aujourd'hui, quand vous arrivez en France, vous êtes comme catapulté dans un monde inconnu où vous vous retrouvez inactif, car sans droit de travailler, pendant parfois plusieurs années, le temps des procédures. Si on vous donne la protection,



XAVIER SCHWEBEL / SCOF



mais qu'il n'y a pas un réel accompagnement social derrière, vous allez rester inactif. Car il vous manque les codes, la langue, pour pouvoir effectuer vos démarches, chercher un emploi, un logement...

**A. R. :** Une fois qu'elles ont obtenu la protection, les personnes sont dans le droit commun. Il n'y a pas de raisons d'avoir une filière d'accompagnement social spécifique pour les réfugiés. Il faut plutôt travailler à améliorer l'information dont ils disposent. Le 25 novembre, je lance la plateforme *refugies.info*, accessible en dix langues. En tant que réfugié, vous pourrez aller sur cette plateforme via votre smartphone et vous pourrez dire : « *J'habite à tel endroit, je voudrais*

“  
**AUJOURD'HUI,  
 NOUS ESSAYONS DE  
 RECONSTRUIRE UN  
 ENVIRONNEMENT DE  
 PROXIMITÉ POUR LES  
 NOUVEAUX ARRIVANTS.**  
 ”

*apprendre le français, mettez-moi en relation avec une personne ou un organisme. Ou, alors, j'ai un problème d'hébergement... »* Nous allons essayer d'être très concrets pour que les personnes ne se sentent pas perdues ou abandonnées à leur sort. Je ne dis pas que c'est simple. Les diagnostics que vous portez, je les partage. Mais,

pendant des années, il n'y a plus eu de politiques d'intégration. Aujourd'hui, nous essayons de reconstruire un environnement de proximité pour les nouveaux arrivants.

**B. S. :** Vous parlez du « bon moment » pour l'apprentissage du français ou l'accès à l'emploi. Mais attendre que les personnes aient obtenu le statut de réfugié, n'est-ce pas déjà trop tard ?

**M. D. :** Accueillir les personnes, leur donner accès dès leur arrivée à l'apprentissage de la langue, à la culture, à l'emploi ou à une activité, et, par ce biais, leur permettre d'être en contact régulier avec des Français... C'est à leur avantage, mais aussi à »

# COMPRENDRE



XAVIER SCHWEEBEL / SCDT

» l'avantage de la société française. Parce que cela les maintient dans une dynamique constructive et, le jour où elles obtiendront la protection, elles auront juste à poursuivre leur bout de chemin.

**A. R. :** Aujourd'hui, nous essayons de réduire au maximum les délais de traitement des demandes d'asile et donc la période d'inactivité. De deux ans auparavant, nous sommes sur un délai moyen d'un an et l'objectif est de le ramener à six mois. De même, le gouvernement a autorisé depuis 2019 le droit au travail à partir du sixième mois après le dépôt de la demande d'asile, au lieu du neuvième mois auparavant. Certes, dans des conditions qui font que l'emploi reste difficile d'accès. Il y a un choix politique qui est de ne pas aller vers ce que font les Allemands qui autorisent l'accès au travail dès le deuxième mois.

**B. S. :** Pourquoi ce choix ?

**A. R. :** C'est un choix politique. Ce n'est pas le mien. L'apprentissage du français pourrait également commencer avant l'obtention éventuelle de la protection. Sur ce point, le choix du gouvernement a été de dire : « *Nous ne l'assurons pas, mais*

*nous n'empêchons pas les ONG de le faire.* » La mission qui m'a été confiée commence donc le jour où la personne obtient le statut. Néanmoins, les questions que vous soulevez sont pertinentes. On pourrait effectivement se dire, comme dans certains pays, qu'il est dans notre intérêt de prendre en charge le plus tôt possible les personnes présentes sur notre territoire. Et, si elles n'obtiennent finalement pas la protection, le fait d'avoir appris le français et d'avoir eu accès à une formation leur aura au moins permis d'acquérir quelque chose qui leur sera utile lors du retour dans leur pays. Je suis favorable à cette approche, mais ce n'est pas le choix de société qui a été fait par le gouvernement et je le respecte.

**B. S. :** Cette problématique dépasse le cas des demandeurs d'asile. Des centaines de milliers de personnes vivent aujourd'hui sans papiers en France, en marge de notre société. Ne faut-il pas oser aborder la question de la régularisation ?

**A. R. :** Nous sommes effectivement face à des personnes qui sont présentes sur le territoire

français depuis de plus en plus longtemps, qui ont des enfants qui naissent en France et sont donc dans un « ni ni » [ni régularisables ni expulsables]. Elles ne relèvent pas du droit d'asile mais d'un droit humanitaire, propre à chaque État. Ainsi les gouvernements successifs ont procédé depuis 1958 à la régularisation de ces personnes. Mais ces régularisations ne sont pas traitées aujourd'hui de la manière dont il faudrait les traiter.

**B. S. :** C'est-à-dire ?

**A. R. :** Je pense que l'état de la société française ne permet pas d'envisager des régularisations nombreuses. Et, en même temps, on ne peut pas laisser des personnes dans cette situation impossible. Il faudrait avoir une approche très pragmatique, par l'emploi. Il y a beaucoup de personnes qui n'ont pas le droit de travailler mais qui travaillent. Il faudrait, comme le font les Allemands qui ont mis en place des titres de « tolérance », considérer qu'à partir du moment où la personne travaille depuis plusieurs années, au lieu de faire comme si elle n'existait pas, on lui donne un titre provisoire qui ne lui garantit pas de rester durablement sur le territoire mais qui lui permet au moins d'exister juridiquement. Ce serait déjà un pas vers quelque chose qui permettrait de diminuer la pression sur les personnes elles-mêmes et sur la société. Car, à ce moment-là, vous n'êtes plus dans la catégorie des sans-papiers, représentés de façon caricaturale comme ceux qui profitent du système. Vous n'êtes plus à l'aide médicale d'État (AME), vous avez des revenus, vous pouvez donc vivre dans le pays et ça ne pèse plus dans le débat politique. Ensuite, il faudrait avoir un

vrai débat, comme en Espagne, en Allemagne ou au Canada : est-ce que notre activité économique, région par région, fait qu'on a besoin d'une immigration économique ? Il y a énormément de besoins de main-d'œuvre dans la restauration, l'hôtellerie, le tourisme, le bâtiment, l'agriculture... Mais c'est un sujet qu'il est difficile de poser, vu l'état de l'opinion. Nous n'arrivons pas à convaincre les Français.

**B. S. :** L'idée est répandue dans une partie de l'opinion et de la classe politique selon laquelle les différences culturelles ou religieuses empêcheraient l'intégration. Qu'en pensez-vous ?

**A. R. :** Les attentats qu'on a connus depuis 2015 n'ont pas aidé à avoir une perception positive du réfugié musulman. On vit avec une menace et, par conséquent, l'étranger est perçu comme pouvant être vecteur de cette menace. Mais, pour moi, ce n'est pas un vrai sujet. Dans les discussions que j'ai sur le terrain avec les élus, comme avec les ONG ou les familles accueillantes, la religion, ou plus précisément l'islam, n'a jamais été pointée comme une préoccu-

pation. Au niveau culturel ou des codes sociaux, il peut y avoir un temps d'adaptation par rapport aux sociétés d'origine, mais ce que me disent surtout les personnes que je rencontre sur le terrain, c'est : « *C'est formidable, ils veulent bosser, ils veulent s'intégrer.* »

“  
**DÈS LORS QU'ON RÉUSSIT  
À METTRE LES PERSONNES  
EN RELATION, CELA FAIT  
TOMBER LES BARRIÈRES  
ET LES PRÉJUGÉS.**  
”

Je me suis fixé comme objectif de contribuer à changer le regard porté sur les questions d'intégration et d'immigration. Aujourd'hui, les peurs bloquent beaucoup d'initiatives. Mais, dès lors qu'on réussit à mettre les personnes en relation, cela fait tomber les barrières et les préjugés. Des gens qui étaient hostiles deviennent bénévoles, accompagnent les familles, font de l'action de proximité.

**B. S. :** Vous avez mis en place des dispositifs d'hébergement citoyen

pour les personnes réfugiées, qui ont du mal à marcher. Est-ce qu'il ne manque pas un discours politique fort pour favoriser la mobilisation citoyenne ?

**A. R. :** Je ne pense pas que ce soit uniquement une question de discours. Ce n'est pas évident d'accueillir un réfugié ou un demandeur d'asile chez soi, ça ne s'improvise pas.

**M. D. :** Certaines personnes ne vont pas accueillir parce qu'elles ont peur de ce qu'elles ne connaissent pas. Si l'État tient un discours qui leur permet de comprendre et d'avoir moins peur, il y aura certainement plus d'accueil.

**B. S. :** Le discours de nos gouvernants est plutôt centré sur les abus concernant les demandes d'asile ou la couverture maladie. On pointe du doigt le mauvais demandeur d'asile, le mauvais malade. Est-ce créer les conditions d'un « vivre ensemble » ?

**A. R. :** Je ne peux pas porter de jugement sur les propos que tiennent les politiques, je peux simplement constater que le débat n'est pas posé dans des conditions qui lui permettraient d'être serein. On dit des choses fausses et, si vous essayez de remettre de la raison, on vous raconte une expérience personnelle. Tout est ramené au niveau des tripes. Cependant, ce n'est pas en donnant des leçons, en reprochant aux autres de mal penser, qu'on parviendra à convaincre. Dans mes déplacements, je rencontre beaucoup de Français accueillants, mais aussi beaucoup d'autres qui me disent : « *Vous devriez vous occuper de nous plutôt que de vous occuper des étrangers.* » Vu l'état de repli de la société aujourd'hui, j'essaye de faire de la pédagogie. ■



XAVIER SCHWIBEL / SCDF

## ICI ET LÀ-BAS

# LE SÉNÉGAL, ENTRE ACCUEIL ET INDIFFÉRENCE

Pays de départ, mais aussi pays de transit et surtout pays d'accueil : le Sénégal est un carrefour migratoire en Afrique. Même si les migrants peuvent s'y installer librement, ils n'accèdent pas toujours à leurs droits et connaissent des difficultés pour s'intégrer.

PAR **CÉCILE LECLERC-LAURENT**

« **J'** ai sauvé ma vie et celle de ma fille en venant ici », confie Hastou, les larmes aux yeux. Cette Centrafricaine a traversé toute l'Afrique en auto-stop, terminus Dakar. « *Je ne pensais pas que c'était aussi difficile. La vie est chère ici et je dois mendier pour pouvoir manger. Il faut toujours se battre pour les papiers.* » Comme Hastou, de nombreux migrants qui sont, certes, reconnus comme deman-

deurs d'asile attendent, des années durant, leur statut de réfugié que doit leur octroyer l'État sénégalais. Et, quand ils ont obtenu le précieux sésame, celui-ci n'est pas toujours reconnu par les banques ou les hôpitaux, par exemple. « *Il y a une mauvaise volonté des autorités pour intégrer les réfugiés. Les Sénégalais sont accueillants et considèrent les migrants comme des Sénégalais, mais ceux-ci ne sont pas bien protégés* », poursuit Moustapha

## AVIS D'ACTRICE

**JULIETTE DELAPLACE**, CHARGÉE DE PROJET « ACCUEIL ET DROITS DES ÉTRANGERS » EN FRANCE AU SECOURS CATHOLIQUE

## « UN ACCUEIL INCONDITIONNEL, ICI OU LÀ-BAS »



Cet exemple sénégalais nous rappelle que, contrairement à ce que l'on entend parfois dans

les discours politiques, la migration n'est pas une ruée vers l'Europe. Les personnes migrent avant tout vers leurs pays limitrophes, c'est le cas en Afrique mais aussi au Moyen-Orient. Le Sénégal est membre de la Cédéao qui est aujourd'hui encore un espace de libre circulation mais qui est de plus en plus mis à mal par l'externalisation des contrôles migratoires par

l'Union européenne. Par un effet domino, les États pour répondre aux exigences européennes de maintien des populations sur la région, ont durci les contrôles à leurs frontières et ainsi déstabilisé les logiques de mobilité régionale en Afrique.

Il est par ailleurs intéressant de constater que Caritas Sénégal et le Secours Catholique partagent cette volonté d'un accueil inconditionnel, quelle que soit la situation administrative de la personne. Notre partenaire a compris que l'accès au travail est primordial pour les personnes migrantes afin qu'elles retrouvent leur dignité et leur besoin de

participer à la société. En France, le Secours Catholique se bat donc pour que les demandeurs d'asile aient le droit de travailler. Enfin, cette *teranga* (« hospitalité ») sénégalaise est admirable : les Sénégalais voient la mobilité comme quelque chose de positif. Mais, en France aussi, il y a de l'espoir pour l'accueil des personnes migrantes. Beaucoup de nos concitoyens sont convaincus de cette nécessité de l'accueil, tandis que d'autres sont tiraillés entre une volonté de fraternité et une peur de l'étranger. À nous donc de les accompagner pour changer leur regard. ■



## DES OUTILS POUR COMPRENDRE



## À LIRE



### • *Les chrétiens face aux migrants. Accueillir ou rejeter ?*

de Pierre Jova, Éd. Tallandier, 2019. À l'époque journaliste à *Pèlerin*, aujourd'hui à *La Vie*, Pierre Jova a parcouru la France à la rencontre des personnes migrantes. Il interroge aussi dans cette enquête ceux qui les aident au quotidien, ainsi que ceux qui sont hostiles à leur venue, donnant la parole à chacun



### • *Demain, demain. Nanterre, bidonville de la Folie, 1962-1966*, de Monique Hervo et Laurent Maffre, Éd. Actes Sud, 2012.

À la croisée du documentaire et de la fiction, ce roman graphique raconte le destin d'une famille algérienne, du bidonville de Nanterre à son relogement.



### • *Amazigh. Itinéraire d'hommes libres*,

de Mohamed Arejda et Cédric Liano, Éd. Steinkis, 2014. Mohamed, jeune Marocain qui rêve de devenir artiste, entreprend clandestinement le voyage vers l'Europe. Ce récit de Mohamed Arejda, tiré de sa propre histoire, raconte un parcours d'exil semé de dangers et de rencontres, la bienveillance des uns, le zèle répressif des autres et la froideur bureaucratique.

Kébé, chargé de projet à Rémidev<sup>1</sup>. D'après les chiffres de l'État sénégalais, 2 % des 14 millions d'habitants sont des immigrés, la moitié provenant d'Afrique de l'Ouest. Il faut dire que, juridiquement, la CEDEAO<sup>2</sup> est une zone de libre circulation. Aux yeux des migrants, le Sénégal reste un pays stable, en paix et démocratique, dans une région en proie aux coups d'État et aux conflits. « *C'est vrai que je marche en liberté ici* », confie Lucas qui a fui la Côte d'Ivoire en 2010. « *Mais je ne marche pas dans la société. On n'aide pas les migrants ici.* » De son côté, Ruth, congolaise, apprécie l'hospitalité sénégalaise, la fameuse *teranga* : « *J'ai beau être sans-papiers, on ne me contrôle pas. Ici, je me sens en sécurité et j'apprends le wolof pour m'intégrer.* » Ruth a la chance d'avoir croisé sur sa route le Pari, le point d'accueil pour les réfugiés et les immigrés de la Caritas sénégalaise, partenaire du Secours Catholique. Celui-ci lui finance une formation en cuisine pour qu'elle puisse ensuite trouver un travail. Le Pari aide chaque année 2 000 migrants à trouver un emploi (souvent dans le secteur informel comme des petits commerces de rue), à se faire soigner gratuitement et à se loger. « *L'État a beau laisser les frontières ouvertes et les migrants circuler librement, il ne fait rien pour eux ici. Le PARI comble alors un vide, mais c'est une goutte d'eau dans l'océan* », note Aloïse Sarr, coordinateur du PARI. La Caritas accueille aussi des immigrés « en transit » car le Sénégal est sur la route du continent européen, *via* le Niger, le Maroc ou la Libye. 70 % des migrants d'Afrique subsaharienne migrent en Afrique contre 15 % vers l'Europe, selon le démographe François Héran. Parmi les causes de ces migrations : le sous-développement, les crises politiques mais aussi les changements climatiques. Face à cette réalité, Caritas et Rémidev soutiennent que rien ne pourra arrêter les migrations et dénoncent une politique européenne de fermeture des frontières : « *C'est absurde car, parallèlement, l'Union européenne demande l'ouverture du marché aux produits européens. Or, celle-ci crée de la concurrence déloyale et donc de la pauvreté. Les gens qui tombent en faillite à cause de cela sont... de futurs candidats à l'immigration* », critique Moustapha Kébé. ■



## SUR LE WEB

### L'exil puis l'asile des Jaamour en France



Dans un récit en quinze épisodes, le site d'information *lesjours.fr* raconte l'exil des Jaamour, une famille syrienne rencontrée en Grèce que le site a suivie jusqu'à son arrivée à Saint-Nazaire, en Loire-Atlantique. On retrouve

ensuite les Jaamour quelques semaines plus tard. Dans un second récit, *lesjours.fr* raconte les premiers mois de la famille en France.

1 Réseau pour la migration et le développement.  
2 Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

# RENCONTRER



## PARCOURS

**1954 :**  
Naissance à Fougères  
(Ille-et-Vilaine).

**1995 :**  
Installation au Québec.

**2011 :**  
Création de la première  
accorderie en France, à  
Paris (XIX<sup>e</sup> arr.).

**2017 :**  
Ouverture à Die (Drôme)  
de l'espace Barral, dédié  
au travail collaboratif.

JOËL LEBOSSÉ, COFONDATEUR DES ACCORDERIES

## LES MILLE VIES D'UN ACCORDEUR

PAR ALEXIA EYCHENNE PHOTOS : XAVIER SCHWEBEL

Breton expatrié au Québec, aujourd'hui installé dans la Drôme, Joël Lebossé a cofondé le Réseau des accorderies, un système de services fondé sur l'échange de temps. Cet autodidacte au CV éclectique croit aux armes de la confiance et du pouvoir d'agir.

Au panthéon personnel de Joël Lebossé trône un anonyme qui n'a jamais reçu ni médaille ni honneurs : un épicier bistrotier qui officiait, dans les années 1950, au pied d'un HLM de Fougères (Ille-et-Vilaine). Le commerçant faisait plus que ravitailler les habitants. « Il savait faire crédit, se montrer généreux tout en tenant son business, se souvient le Breton, ex-gamin de la cité. Il rendait service, mettait les gens en contact, inspirait des échanges. » Malgré la précarité, chacun dans le quartier avait un rôle à jouer. Ébéniste devenu assureur, le père de Joël Lebossé remplissait les déclarations d'impôts. L'épicier l'a un jour soigné après une mauvaise chute. Les coups de main se remboursaient « en verres et bons repas ». Depuis le bac à sable, le fils observait la valse de la solidarité. « J'ai toujours été témoin d'une entraide spontanée, constitutive du vivre ensemble, décrit-il. Grâce à elle, les gens étaient heureux de leur vie, aussi difficile soit-elle. J'ai voulu retrouver cela dans les accorderies. »

Difficile de résumer Joël Lebossé en un métier. Depuis plus de trente ans, le sexagénaire navigue au carrefour de l'économie et du social,

sans perdre de vue les valeurs de l'épicier bistrotier. L'homme se présente comme un pragmatique doublé d'un optimiste. « La lutte contre la pauvreté, on ne sait pas comment ça marche, assène-t-il. Il faut expérimenter et se convaincre que les bonnes idées peuvent venir de partout. » Une certitude investie dans les accor-

“

**NOUS NE DEVONS PAS  
CONFISQUER LES DÉCISIONS  
À « CEUX QUI ONT LE SAVOIR  
ET LA SAGESSE DU VÉCU ».**

”

deries. Ce projet<sup>1</sup>, né au Québec en 2002, a essaimé en France avec le soutien du Secours Catholique, de la Fondation Macif et de la Caisse des dépôts. Joël Lebossé était consultant en économie sociale et solidaire (ESS) au Québec quand deux acteurs du secteur, Clément Guimond et Léopold Beaulieu, l'ont sollicité pour imaginer des solutions dans des quartiers minés par la pauvreté. Est alors née une triple idée : créer un groupement d'achat de denrées, un comité de crédit solidaire et, pour lier le tout, un système d'échanges de services fondé sur le temps. Une

heure donnée pour bricoler ou faire vivre l'association, c'est une heure à réinvestir dans une activité, autant de pouvoir « d'achat » gagné, mais aussi de confiance retrouvée dans ses capacités. Le cofondateur jubile de voir des « accordeurs » aux revenus maigres organiser des mariages, du coiffeur au traiteur, avec pour seule monnaie la solidarité. Avec ses heures gagnées, lui s'est offert des cours de salsa. « Quoi de mieux pour s'intégrer ? interroge cet obsédé de la mixité sociale. Quand on danse, on ne te demande pas qui tu es, où tu bosses, ni combien tu gagnes. »

**Praticien du pouvoir d'agir**

Au Québec, on dit qu'on « s'accorde » quand on se rend service. Les accordeurs ont choisi leur nom eux-mêmes et ça ne doit rien au hasard. Enfant de famille modeste, Joël Lebossé s'est promis de ne jamais confisquer les décisions à « ceux qui ont le savoir et la sagesse du vécu ». « Joël est convaincu que chacun, quelle que soit sa situation, détient un droit de participer à la société, observe Philippe Lefilleul, représentant du Secours Catholique au conseil d'administration du Réseau des accorderies de France. Les compétences des personnes et leur pouvoir d'agir sont pour lui autant des richesses que ce qu'elles ont dans leur portefeuille. » Le développement du pouvoir d'agir, une approche qui redonne aux personnes le contrôle sur ce qui importe pour elles, a été conceptualisé par »

# RENCONTRER



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCDF

» Yann Le Bossé, un psychosociologue... frère de Joël. « *Nous nous sommes mutuellement nourris. Yann théorisait pendant que j'expérimentais* », résume ce dernier, le praticien. Les accordeurs sont ainsi les seuls décideurs au sein des comités chargés d'accorder les prêts. « *Ça nous a valu des débats, comme*

“  
AU QUÉBEC, QUAND  
QUELQU'UN  
À UNE IDÉE, ON L'ÉCOUTE  
AVANT DE LUI DEMANDER  
QUI IL EST.  
”

*de savoir si l'on pouvait faire crédit à des gens sans argent, se souvient-il. Mais nous voulions créer une dynamique du "faire avec" et la gouvernance devait le permettre.* »

Au sein des accorderies, l'ex-consultant est vite devenu un « *ingénieur système* » chargé de « *faire le pont entre l'idée et la réalité* ». Un poste sur mesure pour cet électron libre au CV inclassable. Retour à Fougères, fin des années 1960. Joël, deuxième d'une fratrie de six, quitte l'école à 16 ans

pour ramener un salaire au foyer. Direction une usine de chaussures, puis la marine. De retour à terre, il devient démarcheur à la Bred, avant de grimper dans la banque. Mais le « *diplômé bac-3* » ne digère pas ses études avortées. Le soir, après le boulot, il file à la fac jusqu'à décrocher un DUT. « *Parti avec des handicaps, j'ai rattrapé mon retard à 24 ans* », sourit-il. La suite est aussi déroutante. Muté en Seine-et-Marne, il devient le banquier des gros céréaliers, tout en mettant un pied dans l'éducation populaire comme trésorier d'un camping de MJC<sup>2</sup>. « *Une autre planète, s'amuse-t-il, un univers encore très communiste qui me voyait comme un ovni.* » Séduit, il passe le concours de directeur de MJC. La formation, axée sur la sociologie, régale sa « *soif de connaissances* ».

## Québécois de cœur

Autour de 1983, son profil atypique séduit Bertrand Schwartz, père des missions locales, qui le débauche au service du Premier ministre en charge de l'insertion par l'activité économique. Parmi les hauts fonctionnaires, Joël Lebossé détonne encore. « *J'évolue souvent dans des cultures antagonistes. Cela me*

*donne de la distance, d'autres modèles de référence.* »

C'est aussi l'envie de décentrer le regard qui l'a conduit, en 1995, à émigrer au Québec, une terre de pragmatisme. « *Là-bas, quand quelqu'un a une idée, on l'écoute avant de lui demander qui il est. On privilégie la recherche de solutions* », apprécie le Canadien de cœur. De retour en France depuis 2010, Joël Lebossé s'est trouvé un nouveau laboratoire à Die, dans la Drôme. La commune, qui combat sa démographie déclinante par une stratégie des bras ouverts, cohabit toutes les cases pour un atterrissage en douceur. Des copains ont proposé à Joël Lebossé et à sa compagne Pascale Caron, autre pionnière du Réseau des accorderies, de rejoindre un projet d'habitat groupé et écolo. En plus d'une accorderie forte de 750 membres, Joël Lebossé a aussi aidé à reconverter une usine de 800 m<sup>2</sup> en bureaux pour travailleurs isolés en quête de solidarité. Officiellement retraité depuis deux ans, l'hyperactif ne craint pourtant pas de passer la main. « *Joël, c'est tout le contraire du président d'association qui s'accroche pendant soixante-dix ans, promet Colette Thomas, une accordeuse de Die. Il laisse les autres prendre leur place. Si ça tourne, ce n'est pas parce qu'il est là, mais parce que chacun fait en sorte que ça avance.* » Lui qui valorise tant la confiance ne pouvait rêver mieux. ■

➤ **Pour en savoir plus**  
**Réseau des accorderies en France :**  
**accorderie.fr**

(1) En 2019, on compte une dizaine d'accorderies en activité au Québec et une trentaine en France.  
(2) Maison des jeunes et de la culture.

# EN AMAZONIE, L'IDENTITÉ INDIGÈNE À L'ÉPREUVE DE LA MODERNITÉ

PAR **BENJAMIN SÈZE** PHOTOS : **XAVIER SCHWELBEL**

À Urucurituba, un village de l'Amazonie brésilienne, les membres d'une communauté indigène essaient de s'organiser pour protéger leurs ressources et leur identité. Leur premier défi : convaincre l'ensemble des habitants du bien-fondé de leur combat.

DÉCOUVREZ

Le récit  
multimédia complet :  
[bit.ly/Amazonieidentite](http://bit.ly/Amazonieidentite)

SUR LE WEB

# EXPLORER



▲ Le village d'Urucurituba compte aujourd'hui cinq cent familles. Sa population est jeune.

Des arbres, on ne distingue plus que la silhouette. La nuit a progressivement enveloppé Urucurituba, village de 1 500 âmes bâti à l'orée de la forêt amazonienne, sur les rives du rio Madeira, au Brésil. Quelques chiens aboient contre les ombres furtives. Parfois, le vrombissement d'un moteur annonce le passage imminent d'une moto. Puis le calme revient. On entend alors les chants, au loin, des églises évangéliques. Pentecôtistes, adventistes, baptistes, mennonites... Urucurituba en compte une douzaine, plus que de terrains de foot.

Cristoveo Pereira a débarqué ici, il y a une quinzaine d'années, « pour suivre un compagnon, prêtre ca-

tholique missionnaire ». Depuis, son ami est reparti, mais lui est resté, séduit par la quiétude de ce petit bout d'Amazonie, à quelques heures de bateau de Manaus, la capitale de l'État de l'Amazonas. Les pas de Cristoveo résonnent sur le plancher en bois brut de sa maison sur pilotis. Le grand homme aux traits anguleux traverse son vaste séjour où trônent des serpents baignés dans le formol et pend le corps séché d'un macaque. « Ma maison est un musée », ne cesse de répéter cet ancien enseignant, diplômé en philosophie, que tout le monde ici appelle « O professor ».

Cristoveo enjambe avec empressement un crâne de crocodile, manque de trébucher sur une carapace de tatou... avant de disparaître dans l'encadrement d'une porte. Il réapparaît quelques minutes plus tard les bras chargés de boîtes en carton. Sous la lumière blafarde d'une ampoule, il

dispose des centaines de petites sculptures, parmi lesquelles on reconnaît la tête d'un lapin, d'un buffle ou d'un tapir, des fragments de poterie, la lame en pierre taillée d'une hachette et trois pots en terre qui pourraient être des urnes funéraires.

Un « trésor » amassé en une quinzaine d'années, depuis qu'un matin, l'un de ses élèves a apporté à l'école un étrange « caillou » qu'il avait ramassé par terre. « Il me l'a montré : c'était de l'argile, un fragment de poterie. » L'instituteur décèle dans cette trouvaille le possible vestige d'un campement mura, vieux de peut-être plusieurs siècles.

## Une preuve de poids

Ces pièces archéologiques pourraient constituer le fond d'un musée consacré à la culture des Mura, imagine « O professor ». Il y a trois ans, raconte-t-il, un archéologue de São Paulo est venu effec-

tuer des fouilles. Des universitaires de Brasília sont également passés. Depuis ? Rien. « *Ils ont pris des photos, ils ont emporté des objets que les gens conservaient chez eux. On ne sait pas ce que tout cela est devenu* », regrette Salvador Laranjura. Technicien infirmier au centre de santé local, menuisier, à ses heures perdues, pour toutes les églises du village, Salvador, 47 ans, est aussi secrétaire de la communauté indigène d'Urucurituba. Si le résultat des fouilles archéologiques le préoccupe tant, c'est parce que le constat officiel d'une présence ancestrale du peuple mura sur cette zone serait une preuve de poids dans la procédure engagée depuis 2007 par sa communauté pour la reconnaissance d'Urucurituba et de ses alentours comme « terre indigène ».

Il y a trente ans, la Constitution brésilienne a réaffirmé le droit des peuples indigènes à disposer de leurs territoires traditionnels, et l'État a lancé un processus de démarcation de ces zones exclusivement réservées à l'usufruit des populations amérindiennes. On en compte aujourd'hui plus de quatre cents en Amazonie brésilienne, délimitées ou en cours de

délimitation, qui représentent 22 % de la région. Leur rôle dans la protection de l'environnement est majeur. La déforestation y est minime : moins de 2 % de perte de forêt sur la période 2000-2014, contre 19 % pour le reste de l'Amazonie<sup>1</sup>.

Mais, depuis 2010, le processus de démarcation est presque paralysé, du fait notamment de la pression politique croissante des *lobbies* agricoles et industriels sur le gouvernement fédéral. En outre, la majorité des grandes ethnies ont obtenu la reconnaissance de leur territoire, les revendications actuelles émanent pour une grande part de groupes dont l'identité est dite résurgente et qui se distinguent de façon moins évidente du reste des Brésiliens. Il est donc de plus en plus difficile de convaincre l'opinion publique de la légitimité de leur demande<sup>2</sup>.

« *En ville, on dit : "Ouais, ouais, ils se prétendent Mura, mais ils ne parlent même pas la langue, ils se servent de téléphones portables, ils s'habillent normalement"*, témoigne Salvador. *Certains disent : "Les indigènes n'existent plus."* » Cette ambiguïté est particulièrement forte dans la vallée de l'Amazonie, qui a été dès le début de la colonisation la principale voie de

communication dans le nord du pays. Ainsi, les peuples qui y vivaient, dont les tribus nomades mura qui campaient en bord de rivière, ont été, plus que d'autres, décimés par les combats, les épidémies et la capture d'esclaves. Ils se sont aussi beaucoup plus mélangés avec les nouveaux venus pour former des populations métissées, appelées *caboclas*.

À Urucurituba, la question de l'identité est exacerbée par l'histoire du village, vieux de seulement soixante-trois ans. « *Je suis une des plus anciennes ici, petite-fille des premiers arrivants* », nous explique Antonia Braga. Cette femme de 60 ans, à la longue chevelure poivrée, nous invite à entrer chez elle pour nous abriter d'une subite averse.

« *Ao entrar nesta casa deus te abençoe. Ao sair deus te acompanhe* » (« *En entrant dans notre maison, Dieu te bénit. En en sortant, Dieu t'accompagne* »), peut-on lire sur un écriteau cloué sur un mur de planches. En face, posé sur une étagère métallique, un poste de télévision diffuse une *telenovela*, mais le battement de la pluie sur le toit en tôle en masque le son. Il faut tendre l'oreille pour écouter Antonia.

Quand ses grands-parents se sont-ils implantés ici ? Elle ne pourrait le dire. Elle sait seulement que son père y est né en 1917. Quand sa grand-mère a débarqué sur ces terres avec ses quatre sœurs, pour fuir la misère plus à l'est du pays, il n'y avait rien d'autre que la forêt. Elles ont planté du café et de l'hévéa. Un négo- >>>



◀ Antonia Braga, 60 ans, ici avec son mari Denias, est petite-fille des premiers arrivants à Urucurituba.



▲ Alcimar et Aiano Nogueira sont contre l'implantation de l'entreprise Potash Corp. Pour eux, la modernisation du village ne doit pas se faire au prix de la disparition de leur mode de vie.

» ciant leur rendait régulièrement visite pour acheter leur récolte. « Il crânait parce qu'il était riche, dit Antonia, en riant. Il a séduit ma grand-mère. » Ils se sont mariés. « C'était des Mura, précise-t-elle. Et, du côté de ma mère, ils étaient

*Munduruku.* » Un autre peuple indigène... ennemi juré des Mura au XVIII<sup>e</sup> siècle. Clin d'œil de l'histoire. Dans sa famille, Antonia compte aussi un Japonais et un Espagnol, « des cultivateurs venus de loin ». Petit à petit, de nouvelles familles sont arrivées depuis les communautés alentour et au-delà, attirées par des terres riches et peu inondables.

En 1946, le père d'Antonia a fondé le village avec un de ses beaux-frères. Ils ont fait bâtir une église, et obtenu des autorités la construction d'une école et d'un centre de santé. C'est à cette époque qu'est née Antonia. « Il y avait vingt maisons et moins de cent

*habitants* », se souvient-elle.

Urucurituba n'a cessé de grandir et compte aujourd'hui plus de cinq cents foyers. Parmi eux, seuls une soixantaine constituent la communauté indigène qui s'est organisée depuis une dizaine d'années.

Torse nu dans son atelier, Salvador finit de poncer une grande table. Le menuisier regrette ce qui s'apparente selon lui à un déni d'identité : « Même si nous sommes mélangés – mon propre père est portugais –, la plupart des habitants d'Urucurituba ont des racines indigènes, affirme-t-il. Ça se voit à notre mode de vie : pêcher, chasser, cueillir les fruits, pré-



*pudeur, ce sont des assistés parce qu'ils ont des avantages sociaux, des fainéants, des voleurs. »*

Chaussé de bottes en caoutchouc, machette à la main, Frithiscam est venu aider sa mère pour la récolte du manioc. Lui n'a pas honte, dit-il. Il considère l'identité mura comme un héritage, qu'il a envie de transmettre à son tour. « *Pour être reconnu, c'est important que les gens voient qu'il y a des personnes fières de cette culture* », estime-t-il.

Salvador refuse de considérer le

“

**J'AI PLUSIEURS AMIS  
QUI N'OSENT PAS DIRE  
D'OÙ ILS VIENNENT.**

”

combat des Mura comme du folklore : « *Si nous ne faisons rien pour défendre notre culture, nous allons disparaître.* » En disant cela, le secrétaire de la communauté mura a une menace bien précise en tête. Tant que le village ne sera pas reconnu officiellement comme « terre indigène », il ne sera pas protégé des velléités extérieures d'exploitation de son sol et de son sous-sol. Depuis quelques années, un bras de fer est engagé avec la société canadienne PotashCorp qui veut s'implanter à Urucurituba, via sa filiale Potássio do Brazil, pour extraire du potassium. L'entreprise est déjà venue faire des prospections en 2013, après avoir obtenu le feu vert des autorités régionales. Le village a vu débarquer une soixantaine de salariés, qui ont entrepris de réaliser quelques forages et acheté des terrains. Mais, en 2016, saisie par la communauté indigène locale et une vingtaine d'autres communautés mura

alentour, soutenues par le Conseil indigéniste missionnaire (Cimi), partenaire du Secours Catholique, la justice a ordonné à l'entreprise de suspendre son chantier et de quitter les lieux. Les juges ont constaté que PotashCorp n'avait pas respecté le protocole légal qui l'obligeait à informer et à consulter les populations impactées.

## « Une catastrophe sociale et environnementale »

Aujourd'hui, à Urucurituba, seuls quelques panneaux siglés « Potássio do Brazil », dressés au milieu des champs, et la présence incongrue de deux hôtels flambant neufs témoignent du passage de l'entreprise. Mais le combat n'est pas terminé. La société canadienne a de nouveau entamé une démarche, se pliant cette fois-ci aux règles. Si elle obtient gain de cause, ce serait une catastrophe sociale et environnementale, s'inquiète Aldineson Moras Pavao. Aldineson est le chef élu de la communauté indigène d'Urucurituba, le *cacique*. Tout le monde le surnomme « Piraca » depuis qu'il est gamin, en référence à sa gourmandise. Le piracatinga est un poisson qui mange vite.

Aldineson interroge : « *Le potassium ne représente que 30 % de ce que PotashCorp va extraire. Que vont-ils faire des 70 % restants ?* » L'entreprise n'a donné aucune information concernant les résidus, explique-t-il. Or, « *il y a un risque que le sel s'écoule dans la rivière et qu'il imprègne nos nappes phréatiques. Ici, elles sont à seulement deux ou trois mètres de profondeur* ». Dans leur jugement de 2016, les juges ont insisté sur le « *grand potentiel de pollution* » de l'activité extractive. Aldineson s'alarme aussi du bouleversement social qu'engendrerait »

*parer le terrain pour le manioc, faire la farine. Ça se voit même physiquement !* » Beaucoup n'acceptent pas qui ils sont, pense-t-il, à cause des préjugés qui persistent dans la société brésilienne.

## Honte

« *J'ai plusieurs amis qui n'osent pas dire d'où ils viennent lorsqu'ils se rendent à Manaus, confirme Frithiscam de Oliviera, un jeune habitant de 24 ans. Ils n'acceptent pas cette identité, car ils ne veulent pas qu'on les regarde mal. Dans la tête des gens, les indigènes se mettent tout le temps à poil, ils n'ont pas de*

# EXPLORER

» une urbanisation sauvage. « *Ils nous ont annoncé l'arrivée de 8 000 personnes.* » Les deux années de présence des salariés de PotashCorp en ont donné un avant-goût aux villageois. « *Il y a eu de la prostitution, assure le cacique. Des adolescentes sont tombées enceintes.* » L'homme craint aussi la drogue et la délinquance. « *Je ne dis pas que nous n'avons aucun problème ici, mais ce serait démultiplié.* »

À l'image d'autres habitants du village, Aldinerson voit dans la ville une zone de dangers pour les jeunes Amazoniens. Sa sœur aînée, partie vivre à Manaus, a perdu deux de ses trois fils sur fond de trafic de drogue et de toxicomanie. L'un s'est fait exécuter en sortant de prison, l'autre est mort poignardé dans une bagarre. Aldinerson a accueilli le dernier, pendant quelques mois, car il commençait à mal tourner.

Mais l'opposition à l'implantation de PotashCorp ne fait pas l'unani-

mité dans le village. Elle est même minoritaire. « *Les autres familles ne se rendent pas compte qu'on se bat pour le bien de tous. Elles pensent que nous sommes des emmerdeurs* », regrette Salvador. Cette



**LES AUTRES FAMILLES NE SE RENDENT PAS COMPTE QU'ON SE BAT POUR LE BIEN DE TOUS.**



division touche toutes les générations et dépasse la question identitaire. Au sein même de la communauté, des familles sont séduites par les perspectives d'emploi et de modernisation que laisse présager l'arrivée de l'entreprise. Clarisse Ferraz, 66 ans, admet ne pas être complètement rassurée face aux possibles impacts néga-

tifs de l'activité extractive sur l'environnement. Mais, avec la venue de l'entreprise, elle se dit qu'elle pourrait vendre directement sur place les bijoux qu'elle fabrique, le tapioca et les noix de coco qu'elle cultive. Et puis sa fille, infirmière, pourra venir vivre ici, plutôt qu'à Manaus, car « *il y aura forcément un hôpital* ».

Sur une pile de revues poussiéreuses, à côté de son lit, Clarisse a conservé une plaquette publicitaire distribuée en 2015 par PotashCorp. L'entreprise y vante ses œuvres de bienfaisance : dons d'uniformes militaires pour la fête nationale, participation financière à des fêtes religieuses et au concours de la Reine du village... Frithiscam, lui aussi, est partagé. Tout le dilemme du jeune homme se résume en cette phrase : « *J'adore la vie ici mais, en même temps, c'est un peu chiant.* » Il tient à ce mode de vie au plus proche de la nature. Il en garde des sou-

## POSITIONNEMENT

### DÉFENDRE LES PEUPLES AUTOCHTONES POUR SAUVER LA PLANÈTE

Lors du synode du 6 au 27 octobre, le pape François a voulu mettre l'accent sur la précarité des peuples autochtones en Amazonie qui, « *quand [ils] restent sur leurs territoires, les préservent le mieux* »\*. De fait, au quotidien, le Secours Catholique voit, à travers des projets de ses partenaires en Amérique latine mais aussi en Asie, que les peuples autochtones gèrent leurs territoires durablement, c'est-à-dire en adéquation avec la nature et dans le respect de la biodiversité. Or, au

Pérou, au Brésil, en Bolivie, mais aussi au Vietnam, au Bangladesh, en Inde ou encore en Birmanie, ces peuples sont marginalisés et se voient accaparer leurs terres, souvent par les industries extractives ou agroalimentaires. C'est pourquoi le Secours Catholique et ses partenaires travaillent avec ces communautés pour défendre leurs droits, notamment en rappelant aux États la nécessité de respecter la convention numéro 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui prône le principe

de consultation préalable libre et informée. Car garantir le droit foncier des peuples autochtones et leur droit à la consultation, c'est aussi sauver le climat. En effet, les études scientifiques tout comme l'expérience de nos partenaires montrent que la sécurité du foncier pour les peuples autochtones permet d'envisager une gestion sur le long terme, et donc respectueuse de l'environnement et permettant de préserver le cadre de vie des générations futures. ■

C. L.-L.

\* Encyclique *Laudato si*.



▲ **Frithiscam de Oliveira, 24 ans, est partagé entre le sentiment qu'il faut préserver un mode de vie proche de la nature et son attrait pour la modernité.**

venir d'enfance heureux. Encore aujourd'hui, il aime pêcher, chasser le singe, aider sa mère à cultiver son champ de manioc et à faire de la farine. Il adore se baigner dans la rivière.

Mais, voilà, il a aussi envie qu'il se passe quelque chose de nouveau. « Si l'entreprise vient, on aura des choses qu'on n'a jamais eues. » Comme celles qu'il a vues à Manaus : des places bitumées, un centre commercial où aller avec sa copine, une banque, une station-service... Il voudrait aussi un travail, avec un salaire.

Assis à l'avant de sa pirogue, une pagaie à la main, Alcimar Nogueira, 26 ans et père de deux enfants, re-

fuse cette opposition entre tradition et progrès. « Je pense qu'on peut avancer, en gardant nos traditions. Parfois, il faut revenir en arrière, regarder comment c'était fait avant pour pouvoir progresser. »

À l'arrière de la barque, son frère Aiano, 22 ans, relève le filet que les deux jeunes hommes ont posé une heure plus tôt. La pêche est fructueuse. « Nous sommes plutôt bien lotis, admet Aiano, en souriant. D'autres communautés n'ont pas cette abondance. Mais c'est aussi parce qu'ici, on a le souci de préserver nos ressources. »

Pour Alcimar, les promesses d'emploi faites par l'entreprise sont un miroir aux alouettes. « Nous ne sommes pas qualifiés dans le village. Ils auront besoin de nous pour le gros œuvre, creuser des trous. Mais, ensuite, pour la suite de l'activité, ils feront venir des gens formés. Et puis, quand ils auront fini d'extraire, dans dix ans, ils repartiront. Et que nous restera-t-il à part les trous, le bitume et la pollution ? »

### Écotourisme

Les deux frères ne sont pas contre un peu plus de confort et de modernité, mais pas à ce prix-là. Ils sont aussi conscients du manque cruel d'activité économique. Eux-mêmes vivent de petits boulots : un peu de maçonnerie sur de petits chantiers, des coups de main dans les champs de manioc, de la traite dans les fermes voisines... « Une alternative à PotashCorp ? C'est difficile comme question », rient-ils, un peu gênés.

Aidée du Cimi, la communauté d'Urucurituba réfléchit à des pistes. « Nous étudions la faisabilité d'une activité d'écotourisme », confie Salvador. Il sait que ce serait une des clés pour emporter la conviction du reste du village. ■

1 « Gouvernement Bolsonaro vs peuples amérindiens : l'épreuve de la Constitution », de François-Michel Letourneau, directeur de recherche au CNRS.

2 « Enjeux et conflits autour des territoires amérindiens en Amazonie brésilienne », de François-Michel Letourneau, directeur de recherche au CNRS.

## OÙ SONT LES AUTRES ?

PAR **DOMINIQUE ANÉ**, AUTEUR-COMPOSITEUR

Dominique Ané, de son nom de scène Dominique A., est un auteur-compositeur important de la scène rock et chanson française depuis la fin des années 1990. Il est à l'origine du collectif « Des liens » qui s'engage pour l'accès à la culture et à la musique des personnes les plus fragiles.



D'APRÈS UNE PHOTO DE VINCENT DELERM

“  
ON PENSAIT  
RENCONTRER  
QUELQU'UN,  
ET C'EST UN·E AUTRE  
QUI SURGIT.

”

Je pars souvent du principe que rien ne va de soi. Rencontrer l'autre, pas moins que le reste. La société est fragmentée et nous sommes en permanence incités par les écrans à nous éviter les uns les autres. Dans ce contexte, il n'est pas évident de relever la tête pour prendre conscience d'un fait pourtant indéniable : la présence de l'autre.

Lorsqu'on est musicien, cette présence est bien sûr la condition *sine qua non* d'un concert, puisque, sans public, pas de spectacle. Mais on peut se dire qu'une audience est constituée tout autant de celles et de ceux qui sont là que de celles et de ceux qui ne le sont pas. Et le musicien de se demander alors : où sont les autres ?

Encore faut-il qu'il s'en rende compte. Personnellement, je n'ai jamais cru à l'idée de l'artiste qui porte l'engagement en lui. Un artiste est quelqu'un qui, du fait de ses difficultés à côtoyer ses semblables, s'extrait en quelque sorte du jeu social et cherche dans l'art une béquille et une consolation (on n'est pas artiste, sinon, mais tribun). Si tout va bien, l'intérêt que portent d'autres personnes à son travail lui permet de s'intégrer et de porter lui-même sur autrui un regard plus apaisé, voire de s'intéresser aux autres. Mais, au vu du contexte originel, ça n'est pas gagné.

Seules des rencontres peuvent alors changer la donne. En ce qui me concerne, celles que j'ai faites avec des acteurs du monde social, convaincus que la culture aidait à se reconstruire ; une idée que j'accueillais avant avec scepticisme, un comble, puisque j'avais moi-même trouvé dans l'art des raisons de relever la tête (on y revient). Rencontrer des personnes fragilisées que des œuvres aidaient à vivre modifia ensuite ma façon de penser.

Je fais aujourd'hui partie d'un collectif d'artistes et de citoyens, impliqués dans des actions culturelles locales en direction de personnes en précarité. Depuis trois ans, nous avons organisé dans plusieurs villes de France des concerts dans des structures sociales et des salles de spectacle, des ateliers d'écriture... Notre force initiale a paradoxalement résidé dans notre absence de structuration, qui nous a fait nous lancer dans des projets sans financement. Aujourd'hui, on nous propose des aides et la qualité de nos actions devrait s'en ressentir. À condition que le temps de la rencontre avec celles et ceux auquel·le·s nous nous adressons ne soit pas différé par de nouvelles contraintes. Que la présence de l'autre ne soit pas atténuée par l'envie de trop bien faire, ou de trop en faire. La rencontre repose sur un équilibre fragile, c'est un mécanisme délicat, qu'il convient de ne pas brusquer, ni enfermer dans un cadre trop précis. C'est une expérience à laquelle sa préparation ne prépare jamais tout à fait. On pensait rencontrer quelqu'un, et c'est un·e autre qui surgit. ■

# FIN DU MONDE CONTRE FIN DU MOIS

Par Besse & Éric la Blanche

L'urgence, c'est le climat! Non! C'est la pauvreté!



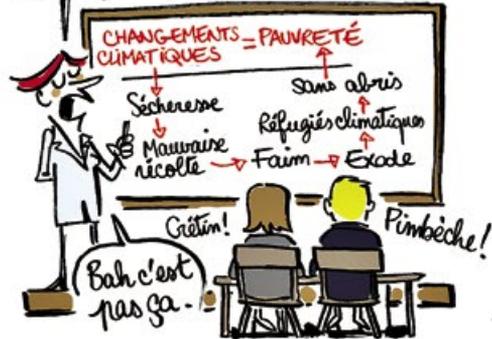
La biodiversité! La faim dans le monde! Le chômage! Les ours blancs!



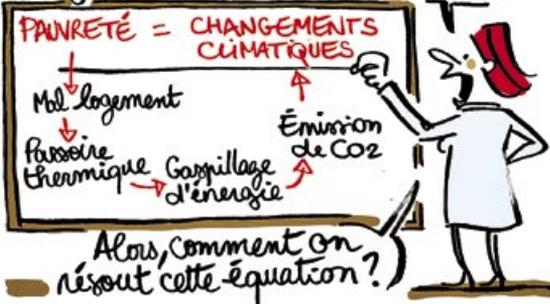
La pauvreté et les changements climatiques, ça ne s'oppose pas, ça s'additionne!



Vous savez ce qu'est un cercle vertueux?



Et ça marche dans les 2 sens!



Transition énergétique + systèmes agricoles locaux...!



Et maintenant, c'est! On retourne se battre, mais ensemble!



Si on veut pas que la fin du monde coïncide avec la fin du mois... Fuyotte! Cafard!





# ELLE N'AVAIT PLUS RIEN À MANGER

Depuis que Yacine a lancé le maraîchage biologique dans son village, tous les habitants peuvent se nourrir dignement. Donnons aux plus fragiles le pouvoir d'agir.

## #REVOLUTIONFRATERNELLE

### FAITES UN DON

[secrets-catholique.org](https://secrets-catholique.org)



 caritasfrance  Secours Catholique-Caritas France

